

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Oaxaca

Une révolution en marche ?



M 02137 - 1451 - F: 2,00 €


2€
ISSN 0026-9433

«Ce cas de Corée me turlupine»

Benoît 16(64)

hebdo n° 1451
du 19 au 25 octobre 2006

Sommaire



Corée-du-Nord, faire le point, par R. Greeman, page 4

L'autruche, liberté, égalité, **stupidité**, par F. Ladrissé, page 5

Rentrée syndicale (II), par J.-P. Germain, page 7

Action **dans le vif**, par le Collectif antiélectoraliste, page 8

Anna **Politkovskaïa**, par C. Danis, page 9

Nouvelles des **fronts**, par H. Lenoir, page 10

Oaxaca, par Fred, page 11

La **Belgique** à l'extrême?, par L. Jazz et Hertje, page 14

Culture ouvrière ?, par J.-P. Levaray, page 15

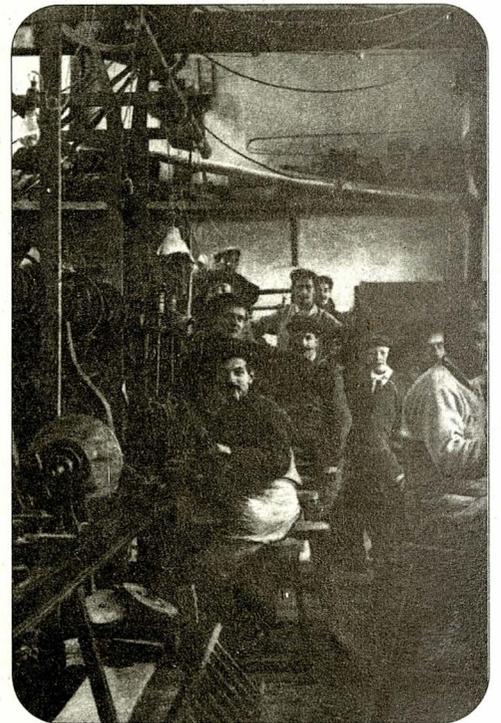
J'ai mal au travail, par C. Passevant, page 18

Un homme qui crie..., par H. Hurst, page 19

Les **peintures** de Zunino et Ferré, par André Robèr, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76€

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Après le chef d'État iranien, c'est au tour du dictateur nord-coréen, dernier vestige du totalitarisme stalinien, de jouer la carte du nucléaire pour faire prévaloir ses intérêts. Le bonhomme a quand même 1 100 000 hommes sous ses ordres, c'est un fait. De plus, 61 ans après la catastrophe, les 200 000 morts, sans compter les malformations, les blessés, et les impacts sur l'environnement, provoqué par « le p'tit gars » et « le gros monsieur » (« Little boy » et « Fat man », respectivement tombés sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945), et l'avancée des technologies militaires, font froid dans le dos. Mais replaçons les choses dans leur contexte: que la menace soit réelle ou non, ce seront et resteront toujours les mêmes qui subiront la guerre, et, en ces temps de propagande sécuritaire, la peur entretenue par les gouvernants de tout poil favorisent la légitimité des États, bien incapables de subvenir réellement aux besoins de leurs populations. Ni les sans-logis de Paris et sa région, ni ceux de Wall Street, ni les affamés de la Corée-du-Nord, et ceux du monde entier ne nous contrediront quand nous affirmons que l'État ne leur a pas permis d'acquiescer ne serait-ce le minimum vital. Et il faut bien un bouc émissaire: pour les uns ce sera la faute des immigrés, pour d'autres celle des autres pays, pour d'autres encore le vrai problème est la délinquance, etc.

Serait-il trop osé que de le dénoncer? La mort de la journaliste Anna Politkovskia nous rappelle qu'on ne dit pas la vérité sans en payer le prix quand on se mêle de politique et qu'on arrive à se faire entendre. C'est là une chose bien difficile dans un système où, sans même être partisan d'une doctrine ou d'un parti, le quatrième pouvoir vit (souvent de manière aisée) de la publicité des grandes entreprises, des subventions étatiques, et du caractère spectaculaire de l'information pour faire de l'audimat.

Cependant, tout est-il perdu pour autant? Devrions-nous tomber dans le défaitisme? Non. Si combattre le système est souvent bien difficile, celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu. Les relugés de Cachan nous l'ont prouvé, les révoltés d'Oaxaca au Mexique qui réorganisent leur vie aussi. Même si ce ne sont pas des événements qui mettent à bas le système, ses injustices et ses inégalités. Mais à l'heure où « le meilleur des mondes » commence sérieusement à prendre forme, où les politiciens n'ont aucune réelle perspective à nous offrir, où l'être humain n'est considéré que s'il produit sous peine de mourir, où les écosystèmes peinent à perdurer, une révolution, même si elle paraît impossible pour beaucoup, n'en est pas moins nécessaire.

À Saint-Ouen ou à Cachan, sans papiers, sans logement



photo de Daniel Maunoury de quatre familles sans-logis dormant dehors devant la mairie de Saint-Ouen le 7 octobre

Le 20 juillet dernier, 30 familles de Saint-Ouen (93) se faisaient expulser d'un immeuble qu'elles habitaient depuis de longues années. Une lutte commençait, qui se poursuit aujourd'hui.

IL NE FAIT PAS TRÈS CHAUD, ce jeudi cinq octobre au soir. Un fin crachin s'abat sur la toile de tente accrochée aux barreaux des fenêtres de la mairie. Sous cette toile, six familles s'apprentent à passer la nuit. Des enfants dormiront dehors, sur le parvis de la « maison du peuple », au seul prétexte que leurs parents, n'ayant pas de papiers en règle, ne peuvent légalement accéder à un logement social. Pour ces enfants et leurs parents, c'est le deuxième campement. Lors du premier il faisait chaud, nous étions fin juillet, la lutte avait payé: la plupart d'entre eux avaient bénéficié de mesures de relogement, mais certains, dont les sans-papiers, en hôtel, limitées dans le temps.

À la fin de cette période, ils ont décidé de revenir à Saint-Ouen, d'y camper, devant la mairie. Parce que c'est ici qu'à l'origine fut prise une décision qui devait les conduire à la rue. Parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi on cherche à les contraindre à quitter une ville qu'ils habitent depuis 1999, où leurs enfants furent scolarisés, à laquelle, par ailleurs, ils demeurent attachés. Ils sont donc revenus, au grand dam d'une municipalité qui n'a pas tardé à produire un communiqué, distribué dans les boîtes aux lettres et affiché en ville, dénonçant l'irresponsabilité des familles ainsi que de leurs soutiens, jouant sur la corde sensible en usant de l'argument selon lequel « la santé des enfants qui passent la nuit dehors est en jeu ». Certes. La faute à qui? N'est-ce pas « irresponsable », de soutenir la proposition du

préfet: un relogement (provisoire) à... Vaujours, à l'exact opposé du département! Ce qui très concrètement signifie, pour des gens qui travaillent souvent très tôt et loin, devoir choisir entre logement et travail.

Irresponsable, la « solution d'attente » proposée par le préfet, et acceptée par la mairie, n'en est donc pas une. En décidant de la rejeter, les campeurs de Saint-Ouen ont, au contraire, pleinement assumé leurs responsabilités, au premier rang desquelles celle de nourrir leur famille. Certes, dans le même communiqué, la municipalité rappelait son attachement à la lutte pour la régularisation des sans-papiers. Mais cela ne saurait suffire. C'est se dédouaner à moindre frais face à une situation dont elle est à l'origine, qu'elle le reconnaisse ou non. Aujourd'hui le campement perdure. De nombreux habitants et habitantes s'y rendent chaque jour, et manifestent leur soutien d'une manière ou d'une autre. Il ne s'agit, rappelons-le, que de six familles, qu'il serait aisé de reloger à Saint-Ouen même. Mais: elles n'ont pas de papiers, et ne peuvent donc légalement accéder à, etc. Une fois de plus, le communisme municipal montre son incapacité à gérer ses contradictions, baptêmes républicains d'élèves sans-papiers en juin et, devant cette même mairie, campement improvisé de sans-papiers en octobre... Soutenons-les!

Rebecca

groupe libertaire Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

Troisième guerre du Golfe ? ou deuxième guerre de Corée ?

Richard Greeman

internationaliste new-yorkais

Plus périlleuse pour la paix et la sécurité du monde que la crise irakienne, la guerre de Corée risque de flamber de nouveau. Rappelons que sa première phase (1950-1953) s'est terminée par un cessez-le-feu sur la ligne du front et la création d'une zone dite démilitarisée. Des familles sont séparées depuis 50 ans par ce long « mur de Berlin » qui coupe en deux la nation tout près du 38° parallèle. Sur cette ligne surarmée des deux côtés, les patrouilles n'ont jamais cessé d'avoir des accrochages mortels. On a récemment découvert deux tunnels d'infiltration nord-coréens: 2 m de large, 2 m de haut, et 65 m sous terre capables de transporter 10,000 soldats par heure jusqu'aux alentours de Séoul, la capitale sud-coréenne. On soupçonne l'existence de quinze autres tunnels.

Or, le 18 février 2003 l'armée nord-coréenne déclare que si les EU imposaient des sanctions, elle serait obligé d'abroger l'armistice de 1953. L'armée nord-coréenne à 1 100 000 soldats bien armés et bien nourris, malgré la pénurie générale. Hostile à la politique du rapprochement avec le Sud, l'armée voit son influence s'accroître grâce au bellicisme de Bush. Chercherait-elle la guerre comme remède à la crise intérieure du régime? Une chose est certaine: au contraire de Bush, elle ne bluffe pas.

La Corée est une poudrière. Le dernier régime stalinien du monde joue sa dernière carte et elle est nucléaire. Le gouvernement nord-coréen commence son programme atomique dès les années 1950, construit des réacteurs pendant les années 1960, et réussit à produire des armes atomiques et à tester des missiles pour les lancer. Les experts militaires affirment que le Nord pourra construire 200 ogives nucléaires avant 2010, puis 58 annuellement. Dans une situation où il n'y aura plus grand chose à perdre, le régime nord-coréen n'hésitera pas à les utiliser. Ni à les vendre.

On a cité des généraux nord-coréens qui expliquaient pourquoi Saddam avait perdu la guerre de 1991: « L'Irak a perdu parce qu'il est resté sur la défensive. Il faut prendre l'offensive. L'Irak n'a pas utilisé toutes ses armes. Si nous sommes en guerre, nous les utiliserons toutes. Et s'il y a la guerre, nous devons attaquer les premiers, prendre l'initiative. »

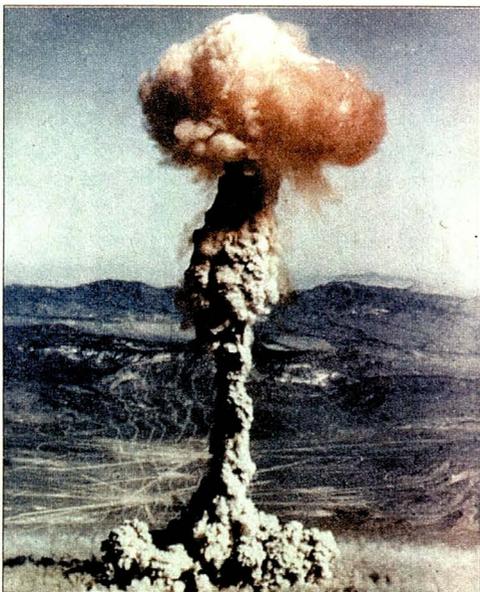
La Guerre de Corée: défaite américaine

Prendre l'initiative: ce fut précisément la tactique de l'armée nord-coréenne quand elle attaqua le 25 juin 1950 et réussit en quelques semaines à refouler les forces américaines et sud-coréennes vers la mer du Japon. Dans la bataille célèbre autour du réservoir d'Inchon, les Nord-Coréens ont encerclé tout un bataillon de marines. Ce fut une défaite sanglante qui correspondait à celle des Français à Dien Bien Phu (Indochine). Les forces de l'ONU mobilisées par les états-Unis avaient déjà dû reconnaître l'impasse militaire. Eisenhower gagna l'élection de 1952 en promettant une armistice au peuple américain, fatigué d'une guerre meurtrière que les américains ne voulaient pas, malgré la forte propagande anti-communiste et le McCarthysme.

Après la guerre, le stalinisme se renforça dans la République démocratique de Corée-du-Nord. Dans la République non moins démocratique du Sud, les États-Unis soutinrent la dictature meurtrière de l'anti-communiste Rhree, puis celle des généraux qui assassinaient, arrêtaient, massacraient les ouvriers, les paysans, les libéraux, les socialistes et les étudiants. Ceux-ci n'arrêtaient pas pour autant de lutter pour la reconnaissance du droit syndical, le droit à la liberté d'expression et d'association, la démocratie. C'est pendant cette période que se produit le « miracle » du développement capitaliste de la Corée-du-Sud et le développement d'un prolétariat des plus militants et conscientisé du monde. Ce sont les ouvriers de Daewoo et leurs alliés étudiants et cultivateurs qui viennent depuis deux ans de réaliser une démocratie relative (élections libres) à force de grèves générales et de manifestations massives.

Désir de paix chez les Coréens du Sud et du Nord

Aujourd'hui, ces masses en ont assez de la présence chez eux de 37.000 soldats américains, assez souvent ivres et racistes. L'énorme garnison américaine au milieu de Séoul est une provocation permanente. Des incidents récents ont suscité d'énormes manif. Encore, tout le peuple soutient la « politique ensoieillée » en faveur d'un rapprochement avec le



Nord, lancé par l'ex-président Kim et repris par le nouveau président Roh. La bourgeoisie sud-coréenne craint avant tout la déstabilisation d'une explosion de réfugiés du Nord. Avec la Chine et le Japon, elle veut aider le Nord à faire une transition vers l'intégration dans la région. Rappelons aussi que les missiles nord-coréens ne pourront sans doute pas atteindre le territoire des états-Unis, mais qu'ils pourront détruire en quelques heures Seoul et Tokyo. Par conséquent, les gouvernements japonais et coréen se séparent au jourd'hui de leur ancien protecteur devenu provocateur et regardent vers la Chine.

Pour sa part, le régime nord-coréen a souvent signalé – malgré sa langue de bois stalinienne à formules belliqueuses – qu'il veut un rapprochement avec les États-Unis. Une fois sa sécurité assurée, il est prêt à abandonner ses armes massives. Le gouvernement américain de Clinton, pistonné par les Sud-Coréens et les Japonais, avait longuement négocié avec la Corée-du-Nord. Le traité était prêt à signer en décembre 2000 pendant les derniers jours du mandat Clinton. Mais ce dernier ne signa pas, trop occupé à vendre des pardons présidentiels à des escrocs pour payer ses dettes.

Bush l'idéologue rallume la guerre

Dès les premières semaines de son mandat 2001 Bush provoqua la Corée-du-Nord en déchirant le brouillon de traité, en se retirant des pourparlers, et en refusant d'honorer les Accords de 1984 où la Corée-du-Nord s'engagea à ne plus développer des armes nucléaires (et accepta les inspecteurs) contre une assurance de sécurité et de l'aide économique. En même temps Bush l'idéologue de la force fit pression sur les gouvernements sud-coréens et japonais afin d'arrêter leur politique « ensoleillée » et d'isoler la Corée-du-Nord. Enfin, Bush a désigné la Corée-du-Nord comme « état voyou » et a parlé de « guerre préventive » et de l'axe du mal.

George W. Bush aime bien s'inventer des ennemis. Provoquer Saddam, c'est déjà tradition chez les présidents américains en difficulté économique ou sexuel. Que Bush II secoue les barreaux de la cage où papa Bush avait enfermé ce lion édenté de Saddam, ça va. Mais il fallait que notre bon shérif imagine deux autres méchants pour compléter son axe du mal. En ciblant les Iraniens, le maladroit Texan n'a réussi qu'à saborder l'alliance offerte après le 11 septembre par les Ayatollahs, ennemis mortels de Saddam et d'Osama bin Laden. De plus, Bush a saboté le mouvement iranien vers la démocratie. Mais le chef imbécile de l'impérialisme américain a vraiment disjoncté en déclarant publiquement qu'il « déteste » (loathes) le chef bien-aimé des Coréens du Nord et veut « le voir tomber » (to see him top-pled)!

Le chantage nucléaire pacifiste ?

Kim Jong Il comprit. Au lieu de cacher ses prétendues armes de destruction massive comme ce vieux lion miteux de Saddam, le leader coréen les brandit ouvertement. Accusé par les inspecteurs atomiques d'avoir transporté du matériel interdit, il les a étonnés en ne prenant pas la peine de mentir. Depuis il n'arrête pas de provoquer en se préparant à rallumer ses usines à plutonium, testant ses missiles, et dernièrement (4 mars) en interceptant un avion espion américain en espace aérien international. Ce fils à papa ancien « playboy » est un homme politique rusé qui aime le risque. Il a trouvé le bon moment pour faire du chantage nucléaire au fils à papa d'en face, et Bush II a eu la bêtise de le provoquer pendant que toutes ses armées sont mobilisées à côté de l'Irak.

Chaque classe dominante a les dirigeants qu'elle mérite. La présence (irrégulière) de l'imbécile Bush à la présidence de l'empire américain est la preuve évidente de la décadence de cette empire.

Paradoxalement, la carte nucléaire que Kim a jetée sur la table du monde joue en faveur de la paix – au Moyen Orient. L'axe du mal créé par Bush se retourne. Récapitulons : la guerre de Corée ne s'est jamais terminée et les spécialistes prévoient 80 % de probabilité que Kim attaquera si Bush ne lui fait pas les garanties dont son régime a besoin pour survivre. Le monde tient à un fil, et ce fil ne se trouve pas dans le Golfe, où Chirac-Elf et Bush-Exxon jouent leur fin de partie d'échecs pétroliers.

R.G.

« North Korea Threatens to Abandon Armistice » by James Brooke, New York Times and International Herald Tribune, Feb; 19, 2003.

Quand l'autruche éternue...

Liberté, égalité, stupidité

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je? Poutine, dont le flingue fume encore, déclarer à propos de l'assassinat d'Anna Politkovskaïa que « **c'est un crime abominable, qui ne doit pas rester impuni** ». La journaliste s'appretait à publier une enquête sur la torture en Tchétchénie. Et alors, quel rapport? Ladriss voit le mal partout!

Pour rester dans le registre de l'ordure, citons le père Laguérie, prêtre intégriste, qui, aux obsèques de Paul Touvier l'avait décrit comme « **une âme délicate, sensible et nuancée** ». Benoît XVI vient de réintégrer ce fasciste. Finira par nous faire regretter Popol, le Benoît.

« **Liberté, égalité, stupidité** »: tel fut le titre de Hürriyet, le grand quotidien turc, au lendemain de l'adoption par l'assemblée de la loi condamnant toute remise en cause du génocide arménien. C'est assez bien trouvé, cela va comme un gant à ce régime borné qui entend tout régler à coup de lois. Les Turcs sont furieux, on va avoir du mal à leur refourguer nos Rafales.

Peut-être se calmeront-ils un peu en apprenant que madame Royal, au sujet de l'entrée ou non de la Turquie dans l'Europe, a un avis tranché: « **Mon opinion est celle des Français**. » Ni pour ni contre, bien au contraire... Qui a dit démagog? Peut-être la Royal ferait-elle mieux de suivre les conseils d'un membre de son staff, lequel soupirait l'autre jour « **Plus que jamais, il faut qu'elle s'en tienne à ses fiches**. »

Lang, ses fiches, il les rédige en vieux français: « **Les conditions administratives ont été organisées de telle sorte que j'ai été empêché**. » Bon, on aura compris qu'il râle et s'en prend à Hollande. Ceux qui voyaient dans son retrait comme un signe de lucidité passagère, en seront pour leurs frais. Si Lang n'est pas candidat, c'est parce qu'il ne pouvait pas l'être.

L'aurait-il été que peut-être Arlette Laguiller, qui repart pour un tour de piste, se serait montrée moins violente avec le Parti socialiste: « **Pour le moment, le programme du PS ne me convient pas**. » Ah, elle est dure, Arlette! Serait pas un peu « vieillie, usée »?

Pendant qu'Arlette s'échauffe, ça panique chez les Sarkozystes. En une semaine leur champion vient de perdre six points dans les sondages. Alors ça défouraille, et MAM, qui rêve d'un destin, est une cible de choix. Estrosi, second couteau du Sarkoland: « **Ceux qui ne peuvent pas nous faire gagner ne doivent pas nous faire perdre**. » Et vlan! Le patron en personne s'y est mis, menaçant: « **S'il le faut, je serai unitaire pour tous les autres**. » Unitaire tout seul, quoi. La mégalomanie de cet homme est décidément sans limite. M'étonne pas qu'il se chope des migraines, à force de penser à lui...

Deux trains se percutent, six morts, et Jean Giltaire, responsable des infrastructures en Lorraine, fait de la philosophie: « **Il faut douter de tout, parce que si je ne doute pas de tout, je ne peux pas expliquer cet accident**. » Nous apprendrons donc à douter, avant de monter dans un train. Pour l'heure, tête retourne au trou.

Frédo Ladriss

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Le Jouet enragé

Ce journal est la reprise en français d'un journal bolivien créé en 2000. Ce journal a suivi les luttes sociales du pays et soutenu la candidature de Evo Morales. Il apporte des éléments d'information sur la situation en Bolivie mais aussi sur d'autres pays d'Amérique latine. C'est là son intérêt. On y retrouve une ligne un peu Monde Diplo, mais c'est avant tout une source d'information sur ce continent qui bouge. Contact: *Le jouet enragé* — 26 rue de Charonne — 75011 Paris.

Les séropositifs interdits dans 11 pays

Act-Up Paris et Élus locaux contre le sida comptent 11 pays (Arabie Saoudite, Arménie, Brunei, Chine, Corée-du-Sud, États-Unis, Irak, Moldavie, Qatar, Russie et Soudan) où la découverte de la séropositivité d'un individu conduit à une expulsion immédiate du territoire. Naturellement les personnes séropositives détournent la loi en mentant et en dissimulant leurs médicaments, mais néanmoins, au États-Unis, cette loi demeure depuis que le congrès américain avait ajouté le VIH/sida aux maladies empêchant l'entrée dans le pays, c'est à dire il y a 20 ans, lorsque l'opinion publique pensait que le virus pouvait s'attraper au contact d'un simple verre ou d'une poignée de porte!

L'amiante a tué, l'amiante tuera encore

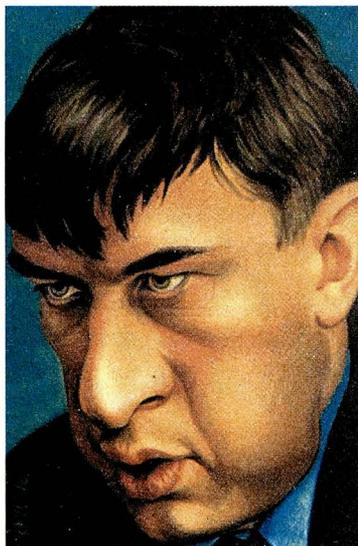
6 000 personnes ont manifesté de la tour Montparnasse (symbole de l'amiante) au Ministère de la santé, le samedi 30 septembre 2006 à Paris, pour réclamer un grand procès pénal. En effet, si l'amiante a massivement été utilisé dans



l'industrie pendant des décennies avant son interdiction en 1996, il n'a totalement disparu de la fabrication de produit industriel en France que depuis 2002. Il provoque 3 000 décès par an et pourrait faire 100 000 morts d'ici à 2025, selon les prévisions les plus pessimistes. En tête du cortège, ont défilé en silence une vingtaine de « veuves de Dunkerque » qui avaient manifesté chaque mois, de décembre 2004 à janvier 2006, devant le tribunal de la ville.

Homophobie en Pologne

Roman Giertych, ministre de l'Éducation et chef de l'homophobe Ligue des familles polonaises, a limogé Miroslaw Sielatycki, responsable du centre de la formation continue des enseignants, pour avoir distribué un manuel qui donne des pistes pour combattre l'homophobie et mieux comprendre le sujet de l'homosexualité. L'affaire a de fortes chances d'arriver devant la Cour européenne des droits de l'Homme. A suivre...



Le désastre humain de l'enfermement carcéral

Selon Gilles Chantraine du Centre de recherches sociologiques sur le droit des institutions pénales: « dans les circonstances actuelles, le confinement dans les prisons devient plutôt une alternative à l'embauche, une manière de neutraliser une catégorie de population dont on n'a plus besoin dans la production. De plus, au cours des dernières décennies, les peines moyennes sont devenues longues, et font réapparaître le spectre de la perpétuité réelle. Ce nouvel ordre victimaire met à mal le principe de modération, ouvre la voie à un durcissement punitif, sous-tend la diminution des droits de la défense et brise l'équilibre interne du droit pénal »... Même le CNRS tourne au militantisme anti-prison!

Solidarité avec les grévistes de Mercadona à Barcelone

En grève illimitée, des salariés de Mercadona (Groupe de Supermarchés) à Barcelone appellent à la solidarité des travailleurs et à leur soutien. La grève fait suite au renvoi de 3 syndicalistes anarchistes de la CNT-AIT d'un centre logistique; Mercadona veut empêcher l'existence d'une section syndicale anarchiste dans un de ses centres. Certains grévistes sont des travailleurs immigrés et risquent l'expulsion. Les salariés luttent pour la réintégration des licenciés et pour leurs droits et conditions de travail. Un membre du Comité de Grève de Mercadona s'est fait tabasser le 28 septembre.



Solidarité avec les syndiqués de Starbucks (USA)

Une des sections syndicale des IWW est actuellement en butte à une forte répression. En effet, dans la chaîne de cafés Starbucks (présente aux États-Unis mais aussi en France et en Grande Bretagne), comme dans toutes les boîtes de restauration rapide, on aime pas les syndicalistes. Ainsi, à New York, après avoir imposé quelques droits supplémentaires à la Direction de Starbucks, les IWW sont en ligne de mire. Trois militants ont été virés afin de dissuader d'autres travailleurs de se syndiquer. Suite aux licenciements de ces trois militants, un quatrième adhérent des IWW de Starbucks a été, lui aussi, viré pour s'être solidarisé de ses camarades.

Rentrée syndicale (II)

LE SPECTRE DE l'anarchosyndicalisme a-t-il plané le mercredi 11 octobre à la Bibliothèque nationale de France? Il y avait une table ronde avec les représentants de la CGT/CFDT/FO. C'était sur un sujet d'actualité «La charte d'Amiens, cent ans après». Selon les échos parvenus à travers les médias, tout ce beau monde serait d'accord pour l'«indépendance des syndicats vis-à-vis du politique».

Griffhuelles et les autres pensaient plutôt à un programme syndicaliste différent de celui des partis politiques...

Il y avait, bien sûr, des différences d'appréciation sur la sémantique mais les trois centrales (ou plutôt leurs représentants officiels) étaient d'accord pour ne pas se placer dans un projet de rupture. Très clairement elles ne se veulent pas « porteuses d'un projet de société ». Donc on se déclare indépendant d'un côté, mais laissant dans les faits le rôle politique de transformation sociale à d'autres. Monatte, Pelloutier, Pouget et d'autres n'avaient pas monté la digue assez haut. L'incontournable Julliard/LCI a parlé d'un syndicalisme traversé par des tendances diverses mais unifié. A l'époque il n'y avait qu'une seule CGT. Pour en revenir en ce triste début du XXI^e siècle dans notre belle France, le Medef (Syndicat uni du patronat) remet une pièce dans le bastringue du dossier des « discriminations dans l'entreprise ». Ce qui semble relever de la lutte quotidienne des structures syndicales d'entreprises devrait être négocié sur le tapis vert avec dame Parisot.

Rappelons qu'à l'initiative il y avait Claude Bébéard, ancien président d'Axa, qui proposait une « charte de la diversité » adopté par plus de 500 entreprises qui juraient la main sur le cœur que tout allait changer. Tout, c'est à dire le recrutement et le déroulement des carrières des salariés des deux sexes et de toute origine ethnique. Patronat à visage humain? Que nenni, plutôt un simple ajustement aux normes européennes.

Que les syndicats représentatifs collaborent à légiférer ce qui devrait être le résultat d'un rapport de force laisse, encore une fois, dubi-

tatif. D'autant que le Medef, pragmatiquement, a des initiatives dans les banlieues parisiennes. Par exemple en Seine-Saint-Denis l'association « Nos quartiers ont des talents » animée par le Medef 93.

Lundi de cette semaine une réunion syndicats/patronat (à l'invitation du Medef) aura eu lieu pour s'entretenir de « la remise à plat de l'assurance-chômage et de la sécurisation des parcours professionnels ». Qui mène le bal? Sûrement pas l'autonomie syndicale.

Il faudrait comme l'écrivait l'Alliance syndicaliste dans les années 1970²: « prendre le taureau par les cornes et mener un combat contre les bureaucraties syndicales sur leur propre terrain. Il est aussi plus reposant pour l'esprit de cataloguer les syndicats une fois pour toutes comme réformistes et bureaucratiques par nature, plutôt que de rechercher les causes historiques qui les ont freinés ». En cette fin 2006 qui au niveau syndical, parle du rôle des Unions locales, des Unions départementales, concurrentes dans les faits des partis politiques? Exit les réflexes syndicaux de base, ils préfèrent le tapis vert.

Jean-Pierre Germain

1. Pour ceux et celles qui lisent le ML régulièrement, Très Grande Bibliothèque c'est la même chose, mais dans le langage supermédias.

2. Autogestion et socialisme. Études, débats, documents. Cahier 22/23. Il y avait des textes défavorables à l'autogestion (Lutte ouvrière, Humanité rouge (maoïstes)). Parmi les textes favorables à l'autogestion, il y avait, entre autres, pour le mouvement libertaire, la Fédération anarchiste et l'Alliance syndicaliste.



Ils déversèrent leur verbe puant sur l'invasion de l'éducation par les entreprises, nous avons joint l'odeur à la parole.

IL Y A DEUX SEMAINES avait lieu la 17^e convention de l'UMP sur le thème « Les connaissances la nouvelle frontière ». Alors que, dans le même temps, ils abaissaient l'âge de la scolarité obligatoire à 14 ans, des chercheurs, entrepreneurs et anciens ministres sont venus débâter sur la recherche et la nécessité de la compétitivité. Au menu: privatisation des universités, de la recherche... et d'attirer les jeunes vers des « carrières » fructueuses. Nous avons vu quelle carrière nous promettait le gouvernement Villepin en mars dernier.

Ces propos sont nauséabonds, nous sommes venus les illustrer: trois tubes de gel de putois ont été discrètement déversés dans la grande salle, alors même que Nicolas Sarkozy devait y faire un discours une heure après: nous ne sommes pas inquiets, l'odeur que nous y avons déposée ne saurait rivaliser avec celle de ses idées.

A quelque mois de l'élection présidentielle, sur tous les fronts, la droite attaque: sécurité, immigration recherche... Rien ne sera épargné.

Ne nous leurrions pas: nous n'avons rien à attendre d'une gauche ayant les mêmes ambitions électorales que la droite, nous nous souvenons par ailleurs des années qu'elle a passées au gouvernement.

Cette année s'annonce sous le signe des discours, des meetings et autres promesses non tenues.

Anarchistes, nous allons leur faire une promesse: quoi qu'ils fassent, nous serons là pour perturber le bon déroulement de ses élections.

Collectif anti-élection

Pas de repos pour « Condo »

CONDOLEEZZA RICE est repartie en mission. D'après le rapport de Wayne Madison, actuel journaliste au *New Yorker*, chargé de suivre les développements politiques de Washington, nous en sommes présentement à la seconde étape du plan américano-israélien prévu pour la région moyen-orientale.

Pour rappel, la première étape fut l'invasion de l'Irak et la mainmise américaine sur ses richesses. La seconde étape prévue était:

1. L'invasion du Liban, la liquidation physique de sa résistance et l'instauration d'un pouvoir inféodé à l'impérialisme américain et pro-occidental.

2. La liquidation physique de la résistance en Palestine dont le fer de lance est Hamas.

Cependant, ce plan prévoyait une phase préparatoire à cette deuxième étape et qui concernait le volet libanais: il était indispensable pour eux d'en finir avec la présence syrienne sur le territoire. Cette phase prévoyait des activités secrètes au niveau du Pentagone, de la Maison-Blanche et du Mossad à l'intérieur du Liban, dont des assassinats à la voiture piégée de responsables libanais haut placés.

Parmi les responsables à assassiner furent cités: Elie Hobaïka (ancien ministre et grand ordonnateur des massacres de Sabra et Chatila), Rafic Hariri (ex-Premier ministre libanais) et Georges Haoui (ex-secrétaire général du Parti communiste libanais).

Cette phase fut menée à bien, et la seconde étape pouvait ainsi débiter sans encombre, sachant que son volet libanais consistait à la préparation de l'invasion en lançant d'abord, par effet de surprise, l'aviation, en vue d'un bombardement massif et généralisé. L'exécution de ce volet était fixée au mois d'octobre 2006.

Cependant, l'enlèvement de soldats israéliens par la résistance priva les dirigeants israéliens de cet effet de surprise. Pour éviter la pression de leur opinion publique, ils étaient contraints de déclencher dans l'immédiat le volet libanais de la deuxième étape. D'où les 33 jours de bombardements massifs et généralisés, de massacres et crimes commis, ainsi que les semaines de blocus qui ont suivi.

Cette étape étant soldée par un fiasco, incapacité de l'armée israélienne de liquider la

résistance libanaise, il fallait rapidement procéder à des réajustements, cette fois-ci tant sur le volet libanais que sur celui de la Palestine:

1. Mettre en ouvre l'article 1701 et procéder rapidement à son application opérationnelle.

2. Saper l'unité populaire autour de sa résistance, tant au Liban qu'en Palestine, cette stratégie étant à leurs yeux plus efficace et moins onéreuse en hommes et en matériels. De plus, elle devra aboutir à un chaos social et à la guerre civile, aussi bien entre Palestiniens qu'entre Libanais, offrant ainsi un précieux prétexte à leurs amis « arabes modérés » qui, par un coup d'État, procéderont à la liquidation physique de la résistance, avec une prime pour le Liban: la possibilité matérielle et opérationnelle d'utiliser la Finul renforcée par l'article 1701.

Le récent retour de « Condo » dans notre région a pour unique mission de procéder sans tarder à l'application de ces réajustements sur le terrain.

Jean-Pierre Garnier

L'information baillonnée

ANNA POLITKOVSKAÏA avait quarante huit ans ce samedi 7 octobre, quand elle est tombée dans un guet-apens où elle s'est fait assassiner. Grand reporter au *Novaïa Gazeta*, le bihebdomadaire russe financé par l'ex-président Mikhaïl Gorbatchev et le multimillionnaire député à la douma Alexandre Lebedev, Anna Politkovskaïa n'a cessé depuis le début de la seconde guerre en Tchétchénie, de dénoncer les exactions de l'armée et du gouvernement russes dans ce conflit inégal. Elle a particulièrement couvert la prise d'otage de Beslan (entre le 1^{er} et le 3 septembre 2004), où à son habitude le gouvernement de Vladimir le magnifique a réglé le problème par le massacre des terroristes et de leurs otages.

La *Novaïa Gazeta* (Le nouveau journal), où écrivait Anna Politkovskaïa, ne tire qu'à 170 000 exemplaires et son lectorat fait plutôt partie des classes moyennes éduquées. Il ne représente pas le gros de l'opinion publique russe, cependant son acharnement à témoigner de la situation du peuple tchétchène face à la barbarie de l'armée russe et des sbires du gouvernement russe mis en place en Tchétchénie en tant que gouvernement officiel pour mater la révolte, l'a rendue plutôt populaire.

Un gouvernement de fer

Il faut dire que Vladimir Poutine, qui dirige d'une main de fer dans un gant de crin les restes de l'ex-empire soviétique, n'accepte pas la critique des méthodes et stratégies qu'il emploie pour maîtriser la Russie. Cet ancien du KGB a été éduqué politiquement dans cette officine où les manipulations de masse, la désinformation et les opérations secrètes, incluant l'élimination en dernier recours d'opposants, étaient les plus banaux des moyens employés.

La Russie a très mal pris le virage de la « démocratisation » et de l'éclatement de l'ex-empire soviétique. Après 70 ans de socialisme marxiste autoritaire et de dictature du prolétariat, qui très vite était devenue la dictature des représentants autocooptés du peuple, la transition n'était pas facile. Les dirigeants qui se sont succédé depuis le coup d'état du 17 octobre 1917 se sont tous, de Lénine à Gorbatchev, en passant par Staline et Trotsky, sentis, à la tête de l'empire russe, les successeurs, en quelque sorte, de la grande Catherine. La libéralisation de la Russie s'est faite au profit des anciens apparatchiks et des maffieux, qui sont devenus les nouveaux possédants. Alors que la classe ouvrière s'est prise en pleine gueule la loi du marché qui les a expédiés dans la misère et au chômage

La loi du silence

La seconde guerre de Tchétchénie, comme il est coutume d'appeler la seconde offensive de Poutine contre ceux qui depuis des siècles essayent, en vain de se libérer du joug de la grande Russie, n'a été que très peu médiatisée. Et pourtant, depuis huit ans que dure cette seconde guerre poutinienne, les violations des droits de l'homme et du simple respect de l'être humain sont devenues le quotidien des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards tchétchènes. L'armée russe, ex-armée rouge, a pu cracher en Tchétchénie tout son fiel de voir le démantèlement de l'empire sur lequel veillait la grande armée créée par Léon Trotski, morcellement qui a entraîné la perte de pouvoir de l'armée au sein de la société russe.

Vladimir Poutine a toujours rejeté toute ingérence étrangère dans ce conflit, en déclarant que cela était une affaire interne à la Russie. Les pays occidentaux, qui se sont félicités de la chute du socialisme autoritaire et de l'arrivée sur le marché libéralisé mondial de la Russie, grande pourvoyeuse de matières premières, n'ont pas cherché à contrecarrer l'autocrate kagébiste, pour ne pas envenimer les relations avec l'ennemi d'hier devenu le partenaire économique d'aujourd'hui - avec son vaste marché et ses réserves d'hydrocarbure dont il sait si bien manipuler les robinets. Sans compter qu'au contraire d'un quelconque dictateur balkanique, africain ou oriental, le Tsar Vladimir possède un vaste arsenal d'armes de destruction massive, à travers lesquels il tient dans ses propres mains le destin physique de notre planète.

Anna Politkovskaïa a été victime de cette loi du silence, qui depuis déjà plusieurs années avait chassés les reporters occidentaux, qui quand ils n'étaient pas les victimes des pressions du gouvernement russe, se retrouvaient otages des islamistes qui ont radicalisés la lutte pour l'autonomie du peuple Tchétchène. Elle était la dernière grand reporter honnête à couvrir ce conflit. Aujourd'hui Vladimir Poutine a les coudées franches pour mener ce conflit à sa manière, au détriment de l'existence même du peuple tchétchène, se retirant derrière le prétexte de la lutte antiterroriste. D'un autre côté Anna Politkovskaïa n'a pas connus de son vivant le dixième de la notoriété que lui a apporté son assassinat. Ce crime a failli remettre au goût du jour la lutte du peuple tchétchène pour son autodétermination. Mais rassurons nous, l'enquête sur cet intolérable déni à l'information a été confiée à Vladimir Poutine, qui en tant que juge et partie saura rester totalement objectif.

Christophe Danis



Nouvelles des fronts

AUX URNES DES ILLUSIONS, l'élection volontaire de ses maîtres. Certes, Sarkopen rime avec... et ses projets sont liberticides, mais seule la rue consciente, résistante et revendicatrice pourra nous protéger d'un nouveau Napoléon le Petit. Quant aux autres, à l'urne des illusions des militants socialos, si Royal préside, le Khan Strauss sera Premier cacique et Fabius II, roi de Bercy. Les dés sont pipés d'avance et les maroquins distribués. Le risque royal, c'est une rue apaisée et soumise et des confédérations syndicales pour le mieux attentistes – faut pas cracher dans la soupe aux illusions – au pire collabos. Les jeux, là aussi, sont faits et refaits. La CFDT cire les pompes du Medef et se compromet, FO tergiverse et multiplie les rodomontades. La CGT menace mais ne bouge pas, surtout si le PC s'égare une nouvelle fois au gouvernement. Nos seules ressources, SUD, la CNT et quelques minoritaires des grandes confédés, mais à ce jour bien trop faibles pour en découdre, sauf à la marge, avec l'État et le patronat. Reste la rue, sa conscience, ses colères et sa mobilisation spontanées, toujours créatrices et révolutionnaires. Comme en 1936, rendez-vous au plus tard après les urnes. Comme alors, débordons les organisations et imposons nos revendications, voire osons l'autogestion!

On s'y prépare d'ailleurs dans de nombreux secteurs, plusieurs milliers de pompiers civils ont manifesté dans la capitale pour plus de « considération » et la retraite à 55 ans et grève sur le réseau de France bleue. A Paris, contestation dans huit bureaux de poste contre la nouvelle organisation et la réduction des horaires d'accès aux guichets dont les conséquences attendues seraient une diminution des effectifs, entre 15 et 20 %. Grève au Centre Pompidou pour de meilleures conditions de travail et le déblocage des carrières. Grève dans les transports à Saint-Etienne et à Lyon, journée nationale d'action annoncée à la SNCF pour le 8 novembre. Prise d'assaut du siège de Yoplait par les salariés à Boulogne-Billancourt pour protester contre la fermeture de l'usine de Reillons et ses 220 licenciements programmés. Action directe, quand tu nous tiens... mais attention qu'elle ne change pas de camp! A Montbéliard (Doubs), c'est le patron du Centre Leclerc qui a séquestré pendant trois quarts d'heure, sous la menace d'un licenciement, plus de 60 salariés lors d'une visite d'un inspecteur du travail souhaitant vérifier le paiement des heures sup. Patrons voyous, encore et toujours. La Poste bat le record absolu pour une employée qui a effec-

tué 574 CDD : le contrat a été requalifié en CDI et l'heureuse titulaire a obtenu 60000 euros d'indemnités. En bref, son dû. Deuxième au palmarès des crapules, la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône dont plusieurs salariés ont enchaîné entre 140 et 278 CDD en environ quatre ans. L'affaire est aux prud'hommes.

Ailleurs, des menaces lourdes planent sur le salariat. A la Fnac, entre 550 et 1000 emplois sont menacés, chez Airbus-EADS, on craint le pire à Toulouse et à Hambourg, et Noos va dégraisser. À GDF-Suez, un audit interne fait état de 20000 emplois à liquider à moyen terme. Axa délocalise au Maroc et compte réduire ses effectifs de 4500 salariés d'ici à 2012. Dans l'automobile, Renault annonce encore 10 jours de chômage technique pour son usine de Sandouville (40 jours en 2006) et PSA envisage la liquidation de son armée de réserve, à savoir plus de 5000 intérimaires. La variable d'ajustement d'abord, les « fixes » dans un second temps: solidarité immédiate! Quant aux « reclassés » de Flextronics à Laval, ça ne va pas très fort. Sur 371 licenciés, dix mois après la fermeture, seulement 18,8 % auraient retrouvé un CDI et 14 % seraient en formation. Les autres sont au chômage. Dans le monde du travail, seules les TMS¹ se portent bien. Dans certains secteurs de l'agroalimentaire (abattoirs), 40 % des salariés en seraient d'ores et déjà atteints.

Dans le reste du monde, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes possibles. Selon le BIT (Bureau international du travail) les violences au travail ne cessent de croître, voire prennent, selon les experts dudit bureau, des proportions inquiétantes (harcèlement, violence, homicides). Les aides sont équitablement réparties en Europe, 142 euros pour une vache, 12 euros pour un pauvre. 24 % des Africains américains entre 22 et 30 ans étaient en prisons en 2004. Et, dans son immense générosité, sa majesté le sultan d'Oman a accordé à son bon peuple de salariés « le droit de former des syndicats pour protéger leurs intérêts et défendre leurs droits » (sic). Quand je vous disais que tout était pour le mieux...

Hugues

Groupe Pierre-Besnard

1. Maladies professionnelles qui dégradent les muscles (M) et le squelette (S), bref qui foutent la santé en l'air.



La commune d'Oaxaca

DEPUIS PRESQUE QUATRE MOIS la situation, dans l'État de Oaxaca, au Mexique, est explosive. Ce qui n'était au départ qu'une simple grève d'enseignants s'est transformé, en partie à cause de la violente répression dirigée par le gouverneur de l'État, Ulises Ruiz, en un véritable mouvement social. Syndicats d'enseignants, associations et organisations indigènes, écologistes ou féministes, ouvriers, paysans, petit commerçants et étudiants se sont alors regroupés au sein de l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO). Les autorités « légales » ayant déserté leur poste, l'APPO est devenu le seul « pouvoir » réel. C'est la « Commune » de Oaxaca. L'une des revendications principales du mouvement porte sur la démission du gouverneur.

Mais les autorités ne l'entendent pas de cette oreille là. La répression ne faiblit pas. Arrestations, disparitions et assassinats sont le

lot quotidien des milliers de militants. La concentration continue de forces répressives autour de la ville augmente la crainte de voir s'achever le mouvement dans un bain de sang, malgré les déclarations du Gouvernement mexicain.

Thierry Libertad

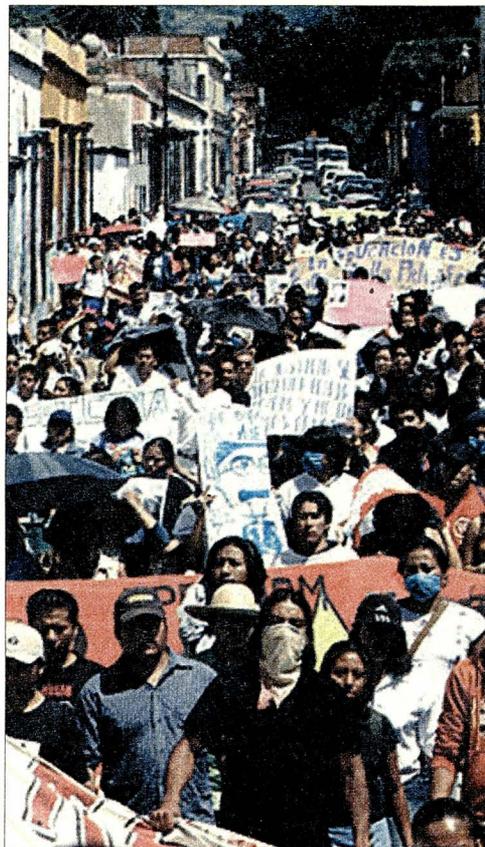
Pour plus d'infos:

Le site du Comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte: <http://cspcl.ouvaton.org/> (français)

La page de l'APPO: <http://www.asambleapopulardeoxaca.com/> (espagnol)

Le site de la l'Alliance Magoniste Zapatiste <http://espora.org/amz/> (espagnol)

Indymedia México: <http://mexico.indymedia.org/> (espagnol, anglais)



Sur les traces du mythe zapatiste

AU MEXIQUE, les élections se sont terminées par la victoire de la droite. Calderon succède à Fox. La gauche a tenté de mobiliser en surface contre des fraudes électorales manifestes.

Les élections se sont déroulées le 2 juillet. Et dès le 9, des mobilisations se mettent en place dans diverses villes mais la gauche, et son candidat, Lopez Obrador (AMLO), sont restés de fidèles serviteurs du système de domination étatique. Les manifestations officielles visaient à interpellier les tribunaux fédéraux, dont les juges ont été placés par la droite.

De leur côté, les manifestants qui ont voté pour la gauche sont très insatisfaits. C'est un vote de classe. Ce sont les pauvres, les vendeurs ambulants, les paysans, les ouvriers qui ont voté pour AMLO. Ce sont les riches, les commerçants qui ont voté pour la droite. Le PRI (parti au pouvoir pendant 70 ans) connaît la débâcle.

Un énorme rassemblement se met en place à Mexico. Les manifestants occupent le zocalo (la place centrale) et plantent leurs tentes. Cela dure plusieurs semaines. Face à cette agitation, la gauche tente de suivre de mouvement et de le diriger. Il n'y aura pas d'agitation dans les régions et l'on tente de faire pression sur les tribunaux. AMLO va tout de même faire un discours très critique vis-à-vis des pouvoirs politiques en place et ira jusqu'à menacer d'une révolution mais la gauche

est trop partie prenante du système de domination bourgeoise et elle trahira, comme elle l'a toujours fait, l'espoir des pauvres qui ont voté pour elle, des travailleurs qui se sont mis en grève, etc. Il faut dire que face à la mobilisation, il y a aussi le pouvoir des médias qui assomment à longueur de journée par des spots publicitaires en faveur de la victoire de la droite.

Oaxaca dans tout ça.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la lutte du peuple d'Oaxaca, région pauvre ayant voté à gauche. Les profs en grève ont eu à subir les foudres de la police. Après les massacres de manifestants dont nous avons déjà parlé, les habitants de Oaxaca, qui eux aussi occupent leur zocalo, demandent la démission du gouverneur Ulises Ruiz (du PRI). La droite ne veut pas se défaire de ce gouverneur de peur de se voir confisquer sa victoire électorale. Il faut faire front contre la gauche. Les manifestants de Oaxaca ont vite compris l'attitude de AMLO et se sont coupés de toute mascarade de la représentation politicienne. Ils ont mis en place une Assemblée Populaire.

Nous avons là deux logiques différentes. Une logique centralisatrice et castratrice des espoirs; et une logique fédératrice, localisée dans la réalité sociale et qui rayonne sur les autres régions.

Et Zapata dans tout ça?

Des manifestations ont eu lieu dans le Chiapas, région la plus pauvre, mais là aussi les (mots d') ordres ont été suivis. L'EZLN, armée zapatiste, avait entamé sa 6e campagne à travers le Mexique et avait pris fait et cause pour la gauche.

Il faut voir San Cristobal de las Casas. C'est une ville à bobos où la révolution se vend: café Révolution, boutiques de souvenirs zapatistes, T-shirts top mode... Les Occidentaux ont apporté leur culture urbaine et l'on voit fleurir les tags situationnistes, les graphes de mangas... Que viennent faire ces gens ici? Sûrement pas la révolution. Car la révolution vient du monde paysan. C'est une technique de guérilla avec des risques énormes pour la vie des indiens zapatistes. Nous sommes loin de la contre-culture occidentale à la mode punk.

Cela doit aussi nous interroger. Dans de nombreux pays (ex à l'Est) la contre-culture punk a permis de conserver vivant un mouvement de contestation mais ces mouvements doivent faire le lien et s'inscrire dans les mouvements sociaux, dans les luttes ouvrières, paysannes pour avoir une chance de devenir les acteurs d'une révolution en devenir.

Fred

Groupe Proudhon, Fédération anarchiste (Besançon)

Le fantôme de



Carlos Beas Torres

(membre de *Ucizoni, Union de Comunidades Indigenas de la Zona Norte del Istmo*)

DEPUIS PLUS de trois mois, les fantômes de Louise Michel et d'Élisée Reclus se promènent la nuit dans les rues désertes d'une ville ancienne du Sud du Mexique; l'obscurité est trouée seulement par la faible lumière des lampes ou des foyers qui réchauffent, sur des centaines de barricades, les nuits d'Oaxaca.

Les données les plus conservatrices indiquent que la population d'Oaxaca a érigé au moins 500 barricades; d'autres, plus exaltées, parlent de 1 500 érigées en une seule nuit.

La Commune d'Oaxaca est née lorsque le gouverneur Ulises Ruiz, un despote appartenant à la tendance la plus violente du PRI¹, ordonna le 14 juin l'évacuation agressive d'une occupation pacifique réalisée par des professeurs en grève. L'opération policière, qui eut lieu dans le centre historique, non seulement frappa les syndicalistes mais, comme la police était acculée, le gouverneur ordonna d'utiliser un hélicoptère pour lancer des bombes de gaz au poivre. L'intoxication atteignit des employés d'hôtels, des commerçants, des habitants voisins et des centaines de touristes qui durent être évacués du champ de bataille. Les syndicalistes récupérèrent le centre et par cette action réveillèrent la conscience de la population.

Presque immédiatement, 360 organisations sociales de toutes sortes, depuis les indigènes jusqu'aux femmes, en passant par les environnementalistes, les petits commerçants et les universitaires, fondèrent une assemblée populaire, une sorte de parlement citoyen, plus connue sous le nom d'APPO (*Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca*). Cette assemblée a réalisé cinq longues marches, mobilisations qui ont réuni des centaines de milliers de manifestants; elle a pris plus de trente mairies et bloqué des routes, fermant en outre les

L'article qui suit est paru dans *La Jornada* samedi 30 septembre. La situation actuelle menace le gouvernement fédéral d'écarter les négociations échouent... or le mouvement de revendication de destitution du gouvernement du parti du président (PAN) a besoin du peuple à sa trop faible légitimité, la contradiction. Que faire depuis l'Europe? L'APPO (Assemblée) demande qu'on organise des manifestations au Mexique pour demander de ne pas appuyer le mouvement. La décision ne sera pas prise encore temps de faire pression. Le gouvernement en raison du scandale national et international massacre: il faut donc en parler le plus

bureaux publics et judiciaires. Le gouvernement cessa d'exister et ne resta visible qu'à travers des opérations nocturnes durant lesquelles des centaines de policiers en civil sortaient dans les rues pour tirer des coups de feu sur la population. Face à ces opérations, les barricades ont démontré leur énorme efficacité.

Les femmes ont joué un rôle extraordinaire; une après-midi, des milliers d'entre elles ont manifesté dans la ville en battant des casseroles, et sont arrivées à la télévision officielle pour demander qu'on laisse entrer une délégation qui fasse savoir leurs préoccupations. Le personnel de garde leur refusa le passage, ce qui les indigna, de sorte qu'elles s'emparèrent de la télévision et durant plusieurs jours poursuivirent des émissions, jusqu'à ce qu'un commando policier abatte les antennes. Cela engendra une nouvelle action de la population, qui saisit immédiatement 13 radios sur les ondes desquelles on entendit pour la première fois la voix de centaines de femmes et d'hommes anonymes.

La répression fut grande; plusieurs dirigeants de la APPO ont été arrêtés, maltraités, et demeurent en prison, dont l'un dans une prison fédérale de haute sécurité; deux manifestants ont été assassinés; des dizaines de personnes ont été frappées ou menacées. La réponse à cela a été extrêmement prudente, et pourtant les médias de communication massive cherchent à tout prix à occulter l'impressionnante révolte citoyenne et soulignent seulement ses liens présumés avec la guérilla et le vandalisme que constitue la fermeture de l'accès aux banques, aux grands centres commerciaux ou à l'aéroport.

Mais qu'est-ce qui explique cette révolte? L'État d'Oaxaca, comme ceux du Chiapas et du

Louise Michel

a, journal de gauche mexicain, le
d'aujourd'hui est toujours aussi tendue:
envoyer les forces spéciales de police si
ment ne renoncera jamais à la
honneur de l'Etat d'Oaxaca, mais comme le
parti du gouverneur (PRI) pour soutenir
est, semble-t-il, sans issue.
Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca)
démarches devant les ambassades du
pour provoquer une répression violente du
avant plusieurs jours, donc il est
gouvernement fédéral hésite énormément
national que provoquerait un nouveau
possible à l'étranger. **Annick Stevens**



Guerrero, est un État extrêmement pauvre, habité en grande partie par des communautés indigènes. Il a été un bastion contrôlé par les caciques du PRI, qui se sont enrichis, alliés aux grandes entreprises et compagnies transnationales comme Iberdrola². Les gouvernants d'Oaxaca se sont caractérisés par leur incapacité, leur corruption et leur manière violente de gouverner. Et le peuple leur a dit le 14 juin: maintenant, c'est fini.

Après trois mois de mobilisation très intense, quel est le résultat? La classe politique nationale et les chefs d'entreprises poussent le gouvernement fédéral à une solution répressive expéditive. Ulises Ruiz réclame à grands cris l'envoi de la Police Fédérale Préventive, l'évacuation des occupations et des barricades, et l'emprisonnement des principaux opposants. D'un autre côté, les négociations sont virtuellement coupées, vu que le gouvernement fédéral et les membres du PRI et du PAN³ au Sénat refusent d'exercer leur pouvoir de destituer le gouverneur. C'est pourquoi, le scénario le plus probable est celui d'une issue répressive, comme ce fut le cas il y a trente ans, quand le peuple d'Oaxaca réussit à destituer le satrape Zarate Aquino mais qu'en même temps la ville fut occupée par l'armée et un gouverneur militaire fut nommé; les opposants furent emprisonnés, assassinés ou exilés et il ne resta à une partie du peuple que la réponse armée.

L'APPO connaît cette histoire et c'est pourquoi elle a évité la violence; cependant, nous savons bien que fait partie du style et de l'esprit désespéré d'Ulises Ruiz le fait de provoquer la violence en faisant s'infiltrer des policiers en civil pour provoquer des abus et des affrontements et dès lors justifier la répression et l'intervention de la Police

Fédérale Préventive. Le plan d'Ulises Ruiz est de se maintenir au pouvoir, en s'appuyant sur les forces militaro-policières.

Tôt ce matin, des milliers d'hommes et de femmes d'Oaxaca ont repris leur route vers la ville de Mexico; depuis une semaine ils ont couvert 260 kilomètres; ce peut être la dernière tentative pour éviter la répression et pour éveiller la conscience des Mexicains, appel qui commence à avoir un écho puisque dans d'autres États se sont formées des assemblées populaires.

Avant ce scénario, l'immense révolte citoyenne d'Oaxaca demande d'urgence aux citoyens et citoyennes du monde leur solidarité active. Depuis Oaxaca nous leur envoyons cet appel: il est encore temps d'éviter un bain de sang, il est encore temps de donner une issue démocratique à ce grave conflit. En attendant, dans la nuit d'Oaxaca, les fantômes des communards de Paris continueront à accompagner les hommes et les femmes rebelles — et ils prendront un bon mezcal, pour le froid. Salut!

C. B. T.

1. Parti Révolutionnaire Institutionnel: le parti qui confisqua le pouvoir, par la violence et par le clientélisme, pendant 70 ans depuis la révolution de 1917.

2. Entreprise espagnole d'énergie, devenue le premier producteur privé d'électricité au Mexique, dans un contexte de privatisation larvée extrêmement contestée.

3. Parti d'Action Nationale: droite conservatrice, actuellement au pouvoir fédéral.

Elections communales en Belgique

Le Vlaams Belang, la Bête noire qui monte...

LES POLITICIENS ont tous crié victoire, le Vlaams Belang, parti d'extrême droite flamande, ne remporte pas les élections à Anvers et le cordon sanitaire – accord entre partis démocratiques afin de ne pas gouverner avec le VB – a tenu bon. Cependant, ce 8 octobre, le parti fasciste a reçu 5700 voix de plus qu'aux dernières élections communales de 2000.

Avec 35,3 % des voix, les socialistes flamands du SPA, le parti « gagnant » à Anvers, sont talonnés de près par les fascistes du Vlaams Belang (VB) qui affichent un score de 33,5 %. Quand les politiciens louent les vertus du cordon sanitaire, c'est Dewinter qui crie victoire sous les huées. Le député et chef de file du VB à Anvers a en effet de quoi se réjouir. Non seulement le Vlaams Belang ne régresse pas, mais il perce dans de nombreuses petites communes. Il y réalise des sauts inquiétants allant de 5 à 9 %.

Ainsi, à Schoten, près d'Anvers, le VB décroche la première place avec 34,7 %, soit 10 % de plus qu'en 2000. Pourtant dans cette commune, la communauté immigrée (cible principale de la haine du Vlaams Belang) est absente du paysage social. Schoten ne compte qu'une poignée d'étrangers. Et le VB n'a pas pu s'appuyer sur le sentiment d'insécurité : les délits sont pratiquement inexistant dans cette ville. Quand il ne frôle pas la majorité absolue (comme à Merksem avec 41 % ou à Deurne avec 44 %), le Vlaams Belang est devenu le premier parti dans différentes communes de la province d'Anvers, comme à Lier, Schoten, Boom, Stabroek et Borsbeek. Quant à Leeuw-Saint-Pierre, où il se présentait pour la première fois, il y obtient d'entrée de jeu près de 18 %...

D'où vient ce succès? Comme en Pologne, en Slovaquie, en Allemagne, en Suisse, en France, en Italie... l'extrême droite a construit ses résultats, en Flandre, sur un chômage en hausse, sur la haine de l'establishment, sur le rejet des immigrés, sur les replis nationalistes. Les leaders du Vlaams Belang ont su adapter leur discours au public qu'ils veulent conquérir.

Et ils ont su se fabriquer une image de leaders forts et galvaniser les « braves gens » avec des discours musclés qui flattent les sentiments de haine et de vengeance.

Lors de ses meetings, le parti fasciste néerlandophone a appelé les citoyens à s'armer. « Les truands ne devraient pas s'étonner de se faire descendre par un bijoutier ni les voleurs se plaindre s'il leur manquait des dents après s'être fait frapper. » C'est ce qu'a érécuté Filip Dewinter, durant son dernier congrès à Anvers. Un mot d'ordre? En tout cas, cela a été la toile de fond du contexte préélectoral en Flandre. Le 6 mai à Bruges, des skinheads tabassent à mains nues un Français d'origine gabonaise. La victime sombre dans le coma. Peu après, le 11 mai, à Anvers, la ville bastion du VB, un skinhead proche du parti fasciste achète une arme et commet un crime raciste, en pleine rue. Deux morts et un blessé, et le bilan aurait pu être plus lourd si le meurtrier avait utilisé les munitions de réserve sur lui. Dans la nuit du 2 au 3 août, un jeune homme soupçonné d'être l'auteur de plusieurs vols est battu à mort à Maasmechelen. Application de la loi du talion. Le 7 septembre, 17 néonazis (dont 10 militaires) sont arrêtés. Ces membres de Bloed-Bodem-Eer-Trouw, la division flamande du mouvement ultraviolent Blood and Honour, s'apprêtaient, selon la justice, à commettre des attentats. Un stock de 300 armes de guerre a aussi été découvert.

Quel aurait été le score si la série noire des meurtres et des violences n'avait pas été mise en avant dans les médias? Et que serait-il arrivé si l'électorat n'avait pas été élargi cette année, avec l'introduction du vote des « étrangers non européens ».

Malgré ces faits divers tragiques, dont certains concernent directement le Vlaams Belang, et les concerts de plusieurs milliers de personnes organisés notamment à Anvers le 1^{er} octobre (à l'initiative du chanteur de dEUS), le Vlaams Belang n'a pas régressé. Anvers restera l'enjeu principal des fascistes flamands, comme pour les scrutins communaux du 8 octobre. Filip Dewinter y a établi son QG en raison de son poids économique : Anvers reste l'un des ports les plus importants d'Europe. Il est vrai que le Belang ne contrôle toujours pas la ville... mais à quel prix? Tous les partis démocratiques ont dû s'allier pour maintenir le cordon sanitaire!

Même s'ils le nient, il a toujours existé des liens entre le mouvement skinhead et le Vlaams Belang. Sur des photos trouvées par des journalistes du quotidien flamand *De Morgen*, on retrouve Dieter Van Parijs et le bras droit du président du parti, Frank Vanhecke, sous la croix celtique au beau milieu des Vlaamse Jongeren Westland, organisation extrémiste composée en bonne partie de néonazis membres de Blood and Honour. Selon *De Morgen*, Van Parijs aurait été envoyé par le VB avec un autre membre, Pieter Van Hamme, comme émissaire dans les milieux néonazis. Dans les années 80, Filip Dewinter et Frank Vanhecke donneront toute leur ampleur au Cercle des étudiants nationalistes, le dotant de pas moins de 25 sections. A l'époque, l'extrême droite a régulièrement organisé à Bruges des ratonnades et des raids visant les milieux progressistes et immigrés. Le mouvement déclina à la suite du départ de Dewinter pour Anvers, mais Van Parijs et Van Hamme le ranimèrent grâce à leur nouvelle création : les « jeunes skinheads d'extrême droite ».

Mais pointer le seul VB est une erreur. Les partis politiques traditionnels ont également une part de responsabilité dans la situation : ils ont intégré les arguments de l'extrême droite afin de rassembler son électorat. Il est temps que les partis démocratiques ainsi que les journalistes et certaines institutions publiques telles que l'Office des étrangers s'interrogent sur leurs méthodes. Il est temps de couper les subsides publics aux partis xénophobes et fascistes. Temps de briser la logique des quartiers ghettos et celle des écoles ghettos, qui se développent toujours plus aux dépens de la multiculturalité. Temps de s'atteler à la question du chômage ainsi qu'à celle du partage du travail et des richesses. Temps d'arrêter de flatter les replis identitaires de cette Flandre qui ressuscite les fêtes médiévales, se saoule d'hymnes régionalistes lors des *zangfeesten* (fêtes du chant) et se drape d'étendards jaunes frappés de lions noirs. L'« âge d'or » des nationalistes pourrait bien être nos temps maudits.

Louis Jazz et Hertje

Une culture ouvrière ?

Jean-Pierre Levaray

Historique

AU FUR ET À MESURE que les ouvriers émergent dans la société (leur origine remonte à l'époque préindustrielle), en même temps que leur rôle et leur nombre deviennent plus importants dans la création de richesses, se développe une culture strictement « ouvrière » qui se différencie de la culture paysanne, mais surtout qui n'a rien à voir avec la culture bourgeoise.

L'élaboration d'un réseau complexe d'associations qui s'efforcent d'encadrer les travailleurs « du berceau jusqu'à la tombe » est sans doute la réalisation socioculturelle la plus importante de la classe ouvrière. Ces associations luttent contre la chute toujours menaçante dans la misère mentale, sociale et matérielle, elles permettent un processus d'assimilation et, dans une certaine mesure, d'élargissement des personnalités individuelles.

La culture ouvrière est d'abord simplement celle d'un ou de plusieurs groupes. La concentration de l'industrie crée un cadre propice à l'émergence, dans le mouvement ouvrier, d'une culture organisée qui se développe spontanément, sans que les chefs politiques ou syndicaux puissent au début l'influencer beaucoup.

C'est une culture fondée sur le travail et sur le savoir-faire, sur l'effort mais aussi sur la souffrance au travail et sur les revendications. C'est seulement pour une partie des ouvriers qu'il s'agit d'œuvrer pour la construction d'un

monde meilleur et pour l'abolition du salariat. Pour autant, la lutte fait partie de la culture ouvrière (sabotage, caisse de grève, haine des jaunes, des petits chefs et de la police...), les souvenirs de lutte se racontent de génération en génération.

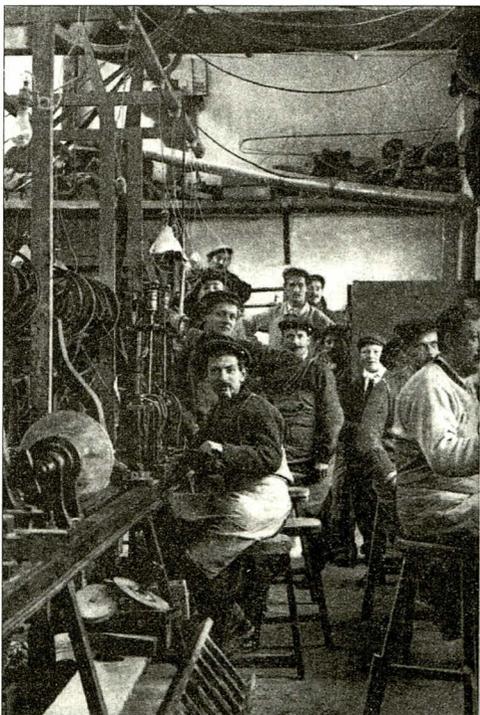
Les moments de « temps libre » sont également des moments privilégiés, comme les moments de vie passés en commun lors de repas de famille, lors de fêtes ou de bals populaires. « Il semble que l'ouvrier attache beaucoup d'importance à la proximité affective avec ses proches », dit le sociologue O. Schwartz.

Un autre aspect concerne la division des tâches et du travail entre hommes et femmes ainsi qu'une affirmation, qui a fortement vieilli aujourd'hui, des identités masculine et féminine.

Il s'agit aussi de valeurs comme la dignité, la solidarité et l'entraide.

C'est à cette époque où cette culture s'affirme et où les ouvriers prennent conscience de leur existence en tant que classe qu'ils créent des outils comme les sociétés mutualistes, les bourses du travail, les syndicats et l'Association internationale des travailleurs.

Et ce sont les liens avec le syndicalisme et les partis se réclamant du socialisme et de la classe ouvrière qui lui donnent le caractère d'une contre-culture, distincte de la culture dominante marquée par les valeurs bourgeoises. Elle ne se réduit jamais pour autant au rôle de sous-culture. « C'est toute une contre-société qui se met en place, avec ses propres





canaux de diffusion, ses journaux, sa propre littérature¹ ». A travers ses manifestations, la classe ouvrière vise à s'affirmer symboliquement et à faire la preuve de sa capacité et de sa dignité culturelle.

Après la guerre de 1914-1918, qui a décimé fortement les classes populaires, mais aussi après la Révolution russe et la République des conseils en Bavière, la classe ouvrière se retrouve davantage encore porteuse d'espérance dans la construction d'un monde nouveau.

Grâce aux progrès techniques également, l'expression ouvrière peut se développer. Elle s'exprime dans des tracts et des journaux, des discours, des films et des peintures, des slogans mobilisateurs et des chants de libération. On voit également apparaître des pièces de théâtre, ainsi qu'une multiplication de bals et de fêtes populaires.

En même temps que cette affirmation, un fort besoin de s'éduquer s'impose pour « nous apprendre les uns aux autres à connaître notre maison le monde, telle qu'elle est, à y voir clair et à la comprendre exactement afin de savoir comment l'aménager² ». Fernand Pelloutier, créateur des bourses du travail dit: « Ce qui manque le plus aux ouvriers, c'est la science de leur malheur. »

Dans les années 20, autour de l'écrivain Henri Poulaille, se crée la « littérature prolétarienne » qui rassemble, hors de toute appartenance politique, une trentaine d'écrivains parmi lesquels Lucien Gachon, Constant Malva, Francis André, Roger Mougère, Marcel Martinet... « La vie du prolétariat racontée par des auteurs qui sortent de ses rangs, voilà la littérature prolétarienne », proclame l'un d'eux, Tristan Rémy. L'originalité du mouvement réside dans une peinture du prolétariat de l'intérieur, en contraste avec la peinture de l'extérieur que propose l'école réaliste ou naturaliste qui compte des écrivains comme Maupassant ou Zola, chez lesquels la description des milieux populaires n'est pas exempte de clichés et de stéréotypes.

Cette littérature veut aussi se démarquer d'une littérature populiste jugée superficielle.

Bien sûr, être ouvrier ne signifie pas être révolutionnaire, et on assiste à des joutes entre les tenants d'une réelle littérature issue du prolétariat et ceux qui veulent imposer le réalisme socialiste comme doctrine. « A bas tous les catéchismes », réagit Marcel Martinet.

En 1930 d'abord, lors de la conférence de Kharkov, puis en 1934, lors de leur congrès, les communistes déclarent qu'il n'y a pas de littérature prolétarienne en France. Cette forme littéraire disparaît quasiment du territoire, contrairement à d'autres pays, comme les pays scandinaves où celle-ci perdure.

Dans cet entre-deux-guerres, une volonté de construire un lien entre artistes et ouvriers se développe, notamment avec l'aide des syndicats et de leurs unions locales et départementales: Le groupe Octobre (Jacques Prévert, Raymond Bussière, Mouloudji, Jean-Louis

Barrault...), les surréalistes, des peintres... Romain Rolland et Henri Barbusse créent une université populaire... L'engouement est fort.

Pourtant, il y a conflit entre ceux qui veulent voir des artistes parler au nom et pour la classe ouvrière (le Parti communiste) et ceux qui veulent voir émerger une expression véritablement ouvrière (plutôt libertaires). Les communistes vont jusqu'à enrégimenter les artistes en les poussant à soutenir l'URSS, le cas contraire, ils sont critiqués, désavoués et traités comme des renégats.

1936: la crise et la montée des fascismes entraînent le Front populaire et le mouvement des occupations d'usine. Ce mouvement de grève qui s'étend comme une traînée de poudre est un nouveau révélateur de la force d'une classe. Ces actions collectives incluant grèves et manifestations, mais aussi les fêtes, les discussions, les jeux, les musiques que l'on fait pendant ces occupations, sont emblématiques de la culture ouvrière.

Outre quelques acquis comme les congés payés, le Front populaire donne naissance à de nombreuses associations d'éducation nouvelle et populaire (Fédération des œuvres laïques, le Théâtre du peuple, l'Association populaire des amis des musées, les Auberges de jeunesse, etc.).

C'est également, avec la découverte du temps libre, le temps pour se cultiver, pour sortir et pour s'exprimer. La culture peut et doit être accessible à tous.

À cette époque, au cinéma, l'ouvrier et l'ouvrière sont souvent les héros de drames et de comédies (*la Bête humaine, la Belle Équipe...*).

Dans l'Espagne en révolution, une des premières choses à laquelle s'attellent les anarchistes, c'est l'alphabétisation.

La guerre paralyse cette expression populaire. En même temps, autour de la résistance se créent les prémices de ce que sera l'après-guerre.

Après guerre, c'est la reconstruction et le besoin d'ouvriers pour remonter le pays. C'est le plein-emploi et la constitution de grands bastions industriels.

Les ouvriers et leurs syndicats sont conscients de leurs forces.

C'est la création des comités d'établissement dont les attributions permettent aux salariés d'aller voir des spectacles et d'avoir accès à la culture. Le but étant toujours d'aider à l'acquisition des savoirs.

Et même si les CE permettent également l'expression des salariés à travers des sections artistiques (peinture...), on arrive dans une situation où les ouvriers ne sont plus des acteurs d'une culture propre, mais les consommateurs d'une culture qui leur est souvent étrangère.

A cela plusieurs raisons. Le vieux mouvement ouvrier a échoué, non sans obtenir d'immenses résultats, mais qui n'étaient pas le but visé: dès les années 30, il n'y a plus explicitement de remise en question du pouvoir de la bourgeoisie. Les ouvriers ne se mettent en



mouvement que pour monnayer leur position stratégique dans la production. Cette victoire paradoxale de la classe ouvrière est d'avoir acquis un droit de cité en tant que classe de consommateurs, en imposant ses besoins au cœur du processus de l'expansion du capitalisme. L'immense besoin de sécurité que les ouvriers ont hérité d'une histoire de misère a été transformé en rêve de bonheur obtenu par l'acquisition de marchandise.

Le recul de la pauvreté, l'accession à la propriété, l'équipement des ménages, le crédit, la possibilité d'une véritable ascension sociale pour leurs enfants, ont changé le fond et la forme des revendications. En dehors de son temps de travail, l'ouvrier rentre dans un système de valeurs et de représentations qui n'est plus ouvrier. C'est toute une génération qui devient accessible au nouveau modèle qui est : la classe moyenne, celle des cadres. Le sociologue anglais Richard Hoggart, dans *La Culture du pauvre*, écrit en 1957 : « L'époque est passée, où l'on pouvait distinguer à vue d'œil un ouvrier d'un petit-bourgeois. Les changements récents des sociétés industrielles tendent à déposséder les classes populaires du meilleur de leur culture propre. Les frontières de l'appartenance de classe ont tendance à se transformer dans la mesure où la plupart des membres d'une société moderne ont de plus en plus de consommations culturelles communes. »

Toute une culture « de gauche » se développe pourtant, proche du Parti communiste avec ses Fêtes de l'Humain, sa presse, ses assos sportives ou de quartier, et qui compte de nombreux artistes remarquables (à tous les niveaux, du théâtre à la peinture, du Festival d'Avignon à la chanson). Mais la culture se fait « à côté » des ouvriers, en leur nom ou même pour les encadrer. Ce n'est plus une culture ouvrière.

Jean Vilard et des comédiens comme Gérard Philipe viennent dans l'usine de Renault-Billancourt pour regarder les ouvriers travailler. Ensuite, ce sont les ouvriers qui les regardent répéter une pièce de théâtre. Il n'est pas question pour les uns et les autres d'échanger les rôles. La « culture du travail » est mise au même niveau que la culture de création artistique.

Les staliniens développent ce concept de « culture du travail », plutôt que de « culture ouvrière ». Mais, en prenant le geste et la connaissance du travail comme seule culture des ouvriers, ils les enferment dans leur rôle au cœur de l'entreprise. C'est ne pas tenir compte du fait que le rythme de travail et l'exploitation ne sont liés qu'aux besoins d'un patron (on est loin de l'autogestion) et en occultant que le travail ennuie et fait également souffrir. Tout ce qui peut rapprocher les ouvriers (et donc pas seulement au travail) et qui est le socle commun d'une même classe est gommé. Il n'est plus question de se constituer en classe contre une autre. Cette pratique « culturelle » est une preuve de plus que le PC, en ne voulant pas

d'une classe ouvrière autonome, n'est plus un parti révolutionnaire (si tant est qu'il l'ait été).

Cela ne va durer que jusqu'au début des années 70, où il semble que ce soit le coup de grâce.

Avec le chômage, l'usine et l'atelier ont perdu leur caractère de lieu privilégié de la socialisation. L'urbanisation des années 60-70 a déstructuré les quartiers ouvriers de centre-ville, leur image et leur réseau de solidarité. La crise et la paupérisation ont fait de même dans les grands ensembles. La classe ouvrière a éclaté. La télévision, la publicité (qui véhiculent l'idéologie libérale), mais aussi l'urbanisme et l'accès aux biens de consommation, normalisent la culture d'aujourd'hui.

Les ouvriers qualifiés se sont alignés sur la vie moderne des classes moyennes et les moins qualifiés sont tombés dans la précarité et la pauvreté. Enfin, c'est l'individualisme et le repli sur soi qui sont prônés par le système. En même temps, la classe ouvrière a disparu de tous les médias pendant plus d'une vingtaine d'années. Alors que la classe des ouvriers et des employés représente encore 13 millions de personnes (la classe la plus importante), plus personne n'en parle. Le système libéral, en mettant en avant la finance plutôt que la production, a voulu faire croire que ceux et celles qui étaient les acteurs et les actrices de la création de richesses n'existaient plus.

L'empreinte du monde ouvrier (les associations, les fêtes, le bistrot du coin, le syndicat, la cellule du parti) s'est évanouie, remplacée par des associations de copropriétaires, de consommateurs ou de parents d'élèves, ou par le vide. Les liens de voisinages se sont dégradés, le style de divertissement est presque totalement imposé par les marchands... La résistance culturelle de la classe ouvrière a cédé pratiquement sur tous les plans et les formes originales de culture ont toutes disparu, ou ne survivent que comme témoignage d'un passé révolu (comme des danses paysannes qui n'existent plus que par des groupes folkloriques).

Reconstruire ?

Dit comme ça, mon propos est assez pessimiste, pourtant, je pense que rien n'est perdu. Alors que les cultures alternatives ont du mal à se faire entendre face au rouleau compresseur TF1-Zénith (ou ne sont mises en avant que le temps d'être récupérées), un rejet, comme une volonté de réappropriation, semble se faire sentir. Il existe des failles et des poches de résistance.

Peut-être que ce soubresaut vient d'avril 2002, lorsqu'on s'est aperçu que les ouvriers avaient majoritairement ou bien voté pour les extrêmes ou, surtout, préféré s'abstenir. L'autre soubresaut a sans doute été la forte mobilisation pour les retraites, en 2003. Peut-être justement parce qu'elle a échoué. Cette défaite, malgré le nombre de manifestants dans les rues, a montré qu'il fallait des bases fortes pour mieux se battre.

Il s'agit bien d'une classe qui ne se reconstruit plus dans les valeurs imposées depuis des dizaines d'années. La faillite du système est patente et montre tous les jours que ceux et celles qui en souffrent sont de plus en plus nombreux ; d'autre part, il y a un rejet de plus en plus fort de la télévision et des spectacles clinquants et vulgaires qu'elle impose.

De nombreux reportages et documentaires, des films de fiction aussi, se multiplient depuis quelques années, un peu comme si certains se penchaient sur les ouvriers pour se poser des questions sur le pourquoi on ne les entend plus ; quelques livres sortent ; des spectacles autour ou sur les ouvriers se multiplient ; des associations d'histoire sociale se multiplient également, recherchant des témoignages, ou des faits (grèves, manifestations, savoir-faire, mémoire collective, etc.). Il ne faudrait pas pourtant que cela se passe comme pour les paysans, que ce soit juste un baroud d'honneur, où que les ouvriers ne soient plus que des sujets d'étude.

Un retour à une culture ouvrière passe par des ouvriers (au sens large du terme) qui se retrouvent sur des valeurs communes, sur des projets communs. Qu'ils et elles sachent qu'ils sont une seule et même classe. Bien sûr le travail est différent, il s'est parcellisé et s'est modernisé. Pourtant, la base est la même et il vaut mieux chercher ce qui rassemble un ouvrier du bâtiment, une caissière de chez Auchan et un employé d'un centre d'appels téléphoniques...

Par rapport aux années 30, il est évident que de nombreux aspects de cette culture auront évolué et qu'il faut prendre en compte des apports comme le féminisme ou les techniques modernes, mais aussi les apports d'autres cultures plus ou moins étrangères, plus ou moins générationnelles. Comme le dit Robert Guédiguian : « La culture ouvrière n'est pas un bloc. La culture ouvrière, comme toutes les cultures de classe, doit toujours être en acte. »

C'est un des rôles des syndicats, mais aussi des associations et mouvements se revendiquant de la révolution (et, par-là même, les anarchistes) de remettre cette culture en avant. Cela passe aussi par la création de nouvelles associations, de librairies, de bibliothèques, de cinémas... de lieux de vie, de rencontres et de réflexion. Reste à retrouver aussi des valeurs importantes comme l'entraide et la solidarité qui ont été à la base de cette culture ouvrière. En ne perdant pas de vue qu'il s'agit d'œuvrer pour une société autre, sans classe, sans État et sans salariat, mais cela va sans dire. **J.-P. L.**

25 septembre 2006
St-Etienne-du-Rouvray

1. Philippe Geneste.

2. Marcel Martinet, écrivain prolétarien.

J'ai mal au travail

FILM DE JEAN-MICHEL CARRÉ
DIFFUSÉ SUR CANAL + LE 24 OCTOBRE

Harcèlements, humiliations, hiérarchie, déférence, stress, violences, dépression, suicide, autant de sujets évoqués quand il s'agit d'organisation du travail et de « comprendre pourquoi autant d'hommes et de femmes consentent à subir la souffrance d'un système tandis que d'autres participent à leur infliger cette souffrance », comme le souligne l'un des intervenants, Christophe Dejourné, dans le documentaire de Jean-Michel Carré. Des intervenant(e)s qui ne mâchent pas leurs mots puisqu'il est question dans le film d'une forme de totalitarisme avec la nouvelle organisation du travail et les techniques managériales qui la mettent en place, le « harcèlement stratégique » faisant partie du nouveau management. Après le taylorisme — « Travaille et tais-toi » —, le fordisme — « Travaille, tais-toi et consomme » —, voici le « management affectif » qui vous fait participer à votre évaluation pour des sanctions, à votre mise au placard, et même à celles des autres.

Jean-Michel Carré traite en profondeur, et depuis des années, de sujets cruciaux comme la prison, l'éducation ou la prostitution. Après

Charbons ardents — film sur les mineurs du pays de Galles rachetant leur mine et fonctionnant en autogestion —, il s'attelle aujourd'hui à une question d'autant plus cruciale que « nouvelles méthodes managériales », « organisation du travail et du dialogue social », « gestions prévisionnelles des compétences » et autre galimatias prônant le contrôle social et la soumission des salarié(e)s, font florès dans les entreprises privées et publiques. Les « partenaires sociaux » n'étant sollicités dans le projet de « cogestion sociale » que pour mettre, en toute « transparence », tout le monde au pas. Dans cette situation, les salarié(e)s sont coincé(e)s entre la peur du chômage et l'obligation de jouer les citrons pressés pour plaire à leur hiérarchie « coachée ». Cela se traduit de plus en plus par la hantise d'être rentable sous peine d'être jeté(e), de « perdre son statut », son identité...

Dans son film, Jean-Michel Carré part de « l'intimité de la souffrance individuelle pour déboucher sur les mécanismes manipulateurs qui la sous-tendent et traduire des problématiques personnelles en une problématique politique ». Car les pratiques gestionnaires qui transforment le travail en marchandise posent la question de fond sur la place du travail pour les individus dans notre société. De même qu'elles influent sur le comportement des individus, qu'elles les forment et se traduisent par des souffrances, des angoisses avec l'isolement accru des salarié(e)s, la peur dominante, la peur de perdre son boulot, la peur de l'incompétence, la peur de ne pas s'adapter, de ne pas se couler dans le moule imposé du ou de la salarié(e) modèle. Dans un monde totalitaire où l'allégeance au tout pour l'entreprise est de mise, la déférence à la hiérarchie, la tension pour

« rentabiliser » le personnel, l'absence de réflexion au profit de la rapidité, la compétition, en tant qu'idéologie, sont les règles premières. J'oublie la récompense: la consommation! Le savoir-faire dans ce nouvel attirail? Il n'est pas jugé nécessaire dans ce processus de déshumanisation du meilleur des mondes entrepreneurial.

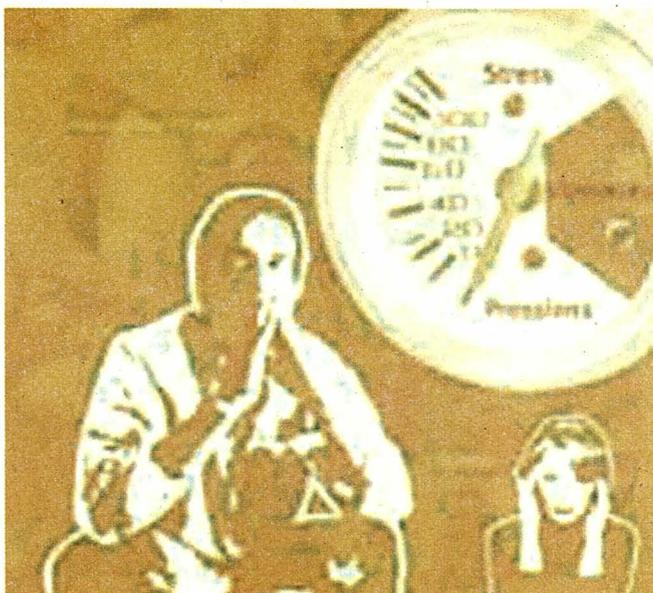
J'ai mal au travail pose, en 90 minutes, des questions aussi primordiales que: pourquoi de plus en plus de personnes perdent leur vie en la gagnant? Qu'en est-il de l'ingérence banalisée de l'entreprise dans la sphère privée? Comment en est-on arrivé à accepter la réduction de l'être humain à sa seule dimension économique? Quels mécanismes permettent qu'un être humain supporte, dans le cadre du travail, d'être humilié, nié, détruit?

Les chiffres sur la souffrance au travail sont éloquentes: « Sur cinq ans, on a constaté plus de 1000 tentatives de suicide sur le lieu du travail en France, dont 47 % ont été suivies de décès »; « 2 millions de salarié(e)s sont victimes de harcèlement mental et de maltraitance, 500 000 subissent un harcèlement sexuel »; « Le coût annuel des accidents du travail, des maladies professionnelles et de la maltraitance s'élève à 70 milliards d'euros pour l'État et les entreprises. »

À cette logique gestionnaire qui génère cette souffrance, à ces méthodes déshumanisantes, il faut dire non et lutter, comme le préconise dans le film une licenciée de Moulinex. On se souvient du slogan des manifestations anti-CPE: « Les jeunes dans la galère, le vieux dans la misère, on en veut pas de cette société-là! » Il s'agit donc de « reprendre la main, et cela dépend de nous ».

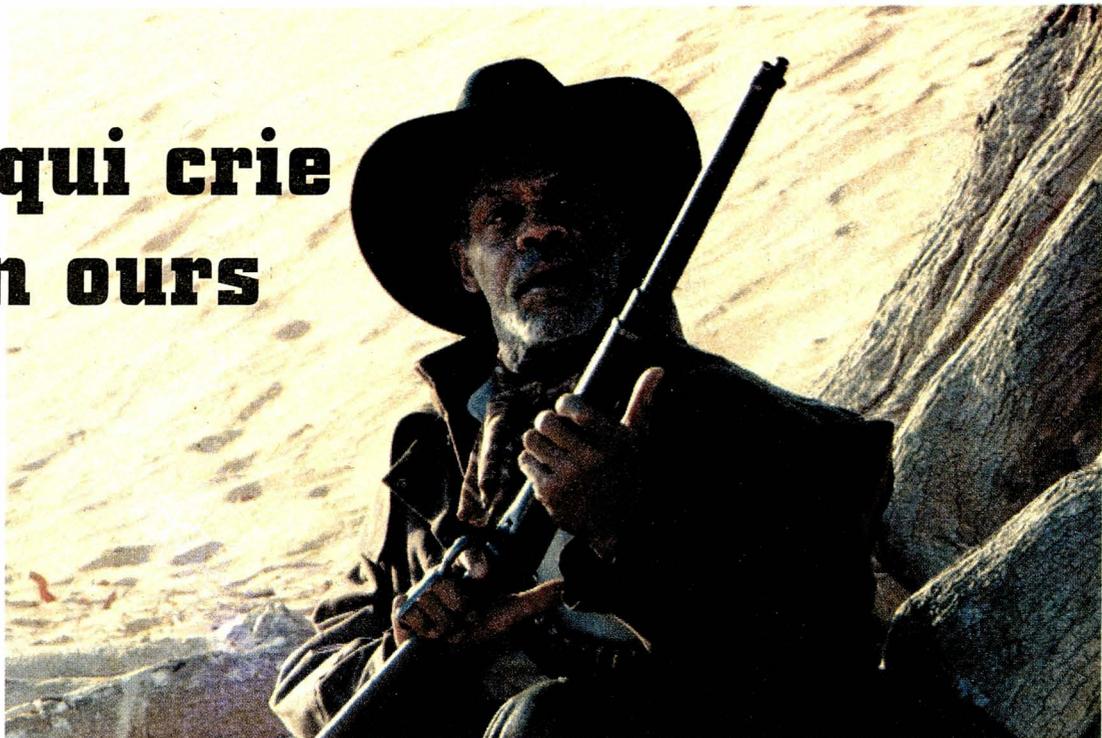
Christiane Passevant

J'ai mal au travail sera diffusé sur Canal + mardi 24 octobre à 20h50, et Jean-Michel Carré participera à l'émission « Chroniques rebelles » sur Radio Libertaire le samedi 21 octobre.



Un homme qui crie n'est pas un ours qui danse

Bamako, d'Abderrahmane Sissako, ou quand la cour d'une case africaine devient tribunal...



Interview d'Abderrahmane

Sissako par Heike Hurst

ASSIGNER LE FMI et la Banque mondiale en justice, beaucoup l'ont rêvé, Abderrahmane Sissako l'a fait. Avec *Bamako*, le cinéaste de *La Vie sur terre*, de *Heremakono*, *En attendant le bonheur*, fait le procès de la mondialisation qu'il met en scène dans la maison de son père. La Cour des plaidants et des plaignants se réunit dans la petite cour de la maison où Abderrahmane Sissako a grandi. C'est là que se tient le tribunal populaire qui est au cœur du film. Le procès de la globalisation est instruit avec des hommes de loi, un procureur, des témoins, des avocats... (Le réalisateur a fait appel à des magistrats et à des avocats professionnels.) Sont cités à la barre les victimes des « ajustements structurels », c'est-à-dire les anciens fonctionnaires qui se sont retrouvés au chômage parce que les services publics ont été privatisés ou cédés à des multinationales occidentales. Donc, des témoins authentiques d'un règlement imposé aux pays du Sud qui concerne aujourd'hui la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. (Même si Abderrahmane Sissako a préparé leurs interventions, ils pouvaient parler librement et déclarer à la barre ce qu'ils avaient sur le cœur. *Bamako* n'est pas seulement une pièce maîtresse dans l'instruction d'un véritable procès, (hélas, improbable) des pratiques du FMI et de la Banque mondiale, c'est aussi un film de cinéma sur le dehors et le dedans, les extérieurs et l'intérieur, une histoire d'amour - qui finit mal toujours ; un nouvel épisode de western spaghetti (inspiré de *Retour de Trinidad*), une réflexion sur le bonheur de filmer les morts (« ils sont plus vrais ! », comme l'affirme le photographe qui est aussi chef-opérateur de mariages) et un chant bouleversant qui s'élève (Aïssa Maïga), voix solo inoubliable, chœur de la tragédie « globale »... qui va

annoncer les répercussions sur l'intimité et la vie des gens.

Bamako est la tribune pour faire entendre des voix de première importance : ainsi, Aminata Traoré va déclarer que « l'Afrique est victime de ses richesses », et non pas l'inverse, comme on veut nous le faire croire en Occident. Pendant ce temps-là, des femmes font des teintures dans la cour, elles créent un bleu magnifique. Un tissu éclatant de cette couleur oubliée et retrouvée va recouvrir ce qui reste d'un homme qui n'en pouvait plus d'attendre que quelque chose change dans sa vie. Ainsi, le trivial, le sublime et la quête de la vérité coexistent dans ce film à la fois politique et poétique.

Abderrahmane Sissako voulait « donner une autre image de l'Afrique... ». C'est fait à présent. Merci.

Heike Hurst

Entretien :

Les femmes dans vos films sont comme un contre-pouvoir réel aux désastres de toutes sortes qui frappent l'Afrique ?

Abderrahmane Sissako : « Quand je fais un film, je mets en place un dispositif de sorte que certaines réalités ou vérités s'imposent d'elles-mêmes... C'est aussi le cas pour les femmes dans *Bamako*, aussi bien dans leur rôle dans la cour que dans le procès et son écoute... Elles subissent encore davantage que les hommes les conséquences des phénomènes économiques débattus... Quand je commence un tournage, je sais à peine qui jouera quel rôle. Melé la chanteuse, interprétée par Aïssa Maïga, est un personnage défini, écrit, mais pas les autres qui s'imposent dans



leur attente, dans les groupements. La force des femmes est une réalité. Je voyais ces teinturières que j'ai spécialement fait venir dans la cour de la maison pour qu'elles participent à la scénographie du film. Elles se sont tout de suite impliquées et intéressées au procès, lequel a été perçu comme un vrai procès pour les personnes présentes. Les gens écoutaient hors caméra ce qui se disait, et leur façon de le faire m'interpellait. C'est ce hors-champ que j'essayais tous les jours de ramener dans le champ. Quand je les voyais écouter ainsi, je les ramenais le lendemain dans cette position. C'était souvent des femmes. »

Vos plans séquences alternent le plein et le vide. Cela renforce notre attention.

Au final, un film existe avec ses imperfections... Tout participe à la fabrication: l'ambiance, le rythme, le montage, le cadre, le

silence mais aussi le bruit. Dans un film où la parole tient une place si importante, je crois qu'il faut la quitter pour aller vers du silence et qu'il soit chargé de sens. Il faut être conscient du spectateur, il faut se soucier de lui parce qu'il fait un acte généreux en venant voir quelque chose qu'il ne connaît pas. Dans cet échange, il faut être soucieux de lui donner son espace, mais aussi un espace de réflexion qui peut le dépasser. C'est sans doute mon film le plus frontal dans son propos. C'est quelque chose que je n'aime pas, ce n'est pas ma nature. J'ai donc été attentif à penser un contrepoint à tout moment. Il fallait que ces contrepoints soient perçus aussi bien par les Africains que par les autres. On peut être en Afrique et être solitaire comme chacun l'est. Chaka (le mari de Melé) est extrêmement seul même s'il vit dans une cour remplie de gens. Même si la force de ce continent est la capacité de partager le peu avec tous. Dans cette vie collective, l'homme peut aussi être seul. Même le suicide, qui est toujours un acte de désespoir, correspond à une main qui n'a pas été là au bon moment.

Le doute de l'efficacité de la parole?

Cela représente aussi l'acte désespéré de l'artiste. Pourquoi fait-on tout ça? Moi, je ne suis pas sûr que le film va être vu. L'artiste a certes le désir d'être vu ou entendu, mais, au fond de sa conscience, il y a quelque chose de presque désespéré dans son acte avant même de le faire. C'est extrêmement difficile et cela aussi est une solitude.

Un personnage veut filmer le procès, mais on lui interdit alors que des caméras officielles le font?

C'est une façon de dire que l'Etat, c'est à dire nous-mêmes ne sommes pas prêt de parler de ça même si l'Etat autorise ce procès, nous permet d'en parler Il est peut-être trop tôt pour que cet intrus prenne sa caméra et filme... pour que ce soit un individu qui le fasse.

Cela fait écho au photographe qui préfère les portraits de morts aux photos de mariage...

Ce personnage, c'est l'auteur. De même que le gendarme, qui est l'autorité, interdit de filmer. C'est l'Etat qui ne nous aide pas et ne développe aucune politique de soutien, aucune politique culturelle. Ce dialogue avec le photographe prépare la mort de Chaka. Je savais que ce suicide serait violent. Pour atténuer un peu cette violence, il faut la préparer, qu'elle s'inscrive comme possible dans l'inconscient. Il y a des phrases qu'on n'oublie pas. D'une certaine manière, Falaï arrive avec sa caméra comme la mort qui viendra chercher Chaka.

L'épisode de western spaghetti crée une vraie respiration dans le film et élargit encore son propos. Pourquoi ce choix?

Le western spaghetti, c'est le cinéma qui a commencé à me faire rêver. Il y a aussi *Le Retour d'un aventurier*, de Mustapha Alassane, que j'ai découvert au même moment... J'étais enfant et je ne savais même pas que j'allais faire des films. Et tout cela était possible avec un désir de filmer mes amis qui acceptaient de participer à l'aventure... Cet épisode de western met en scène des cow-boys blancs et noirs, c'est-à-dire que la responsabilité de ce qui se passe sur le continent est partagée. L'un dit de tuer. Mais qui est celui qui tire? On n'est pas innocent dans ce qui nous arrive.

... Le western c'est comme une mission de la Banque mondiale ou du FMI. C'est comme ça que ça se passe en réalité. L'ajustement structurel est considéré comme du « bon boulot ». Et c'est là que se jouent la souffrance et la pauvreté des gens.

Vous mêlez deux dispositifs esthétiques très différents: ceux qui servent le procès et ceux qui créent le hors-champ...

Pour le procès, les gens se lâchent. Quand on disait « action », je pouvais rester deux heures à filmer, c'était vraiment le déroulement du principe d'un procès. Ils n'avaient pas de texte préétabli. Je me contentais de les mettre en situation. Avocats et témoins jouaient leur rôle tel qu'ils le voulaient...

Aminata Traoré s'est comporté comme dans un procès. Le président a joué le jeu avec moi. Je lui avais demandé de réprimander ceux qui ne se tiendraient pas bien! Cela rendait les gens très sérieux. Ce tribunal, ils y croyaient!

Durant les pauses, les témoins allaient rencontrer les avocats de la partie civile, comme s'ils attendaient vraiment quelque chose de ce procès.

Propos recueillis à Cannes, mai 2006

Signalons que sur la même problématique existent en DVD les deux films de Vincent Glenn *Davos-Porto* *Alègre* et *Notes sur l'OMC* <http://www.dorianefilms.com/ou/à-co-errances>.

Léo Ferré adorait sa peinture

Exposition des peintures de Laurent Zunino

LÉO FERRÉ adorait sa peinture. Il était un de ses fidèles, de ses amis, de ses collectionneurs. Que trouvait notre compagnon dans la peinture de Laurent Zunino. L'art, c'est toujours un mystère, un peu de soi que l'artiste offre comme ça à ceux qui sont disposés à le recevoir. Dans ce rapport quelquefois difficile, quelquefois impossible, il y a de vrais coups de foudre pour un langage. De cette amitié sont nées plusieurs collaborations du vivant de Léo et après sa mort. C'est ainsi que Laurent Zunino illustra la réédition des *Noces de Londres*, le numéro 3 des cahiers Léo Ferré et des partitions. C'est aussi à lui que la Fédération anarchiste s'adressa pour offrir un cadeau à Léo Ferré lors du gala de soutien à Radio libertaire en 1991 au Palais des sports. C'est donc un compagnon de route que nous accueillons pour cette rentrée à Publico. Il a toujours été un compagnon de route de Radio libertaire, du groupe la Vache folle et d'Anartiste.

Laurent Zunino à la nostalgie en lui, la nostalgie d'un Paris qu'il chante tous les dimanches au marché Jeanne-d'Arc, dans le 13^e. C'est peut-être cette pratique du chant et de la peinture qui caractérise cet artiste.

Donner à voir

Donner à voir, c'est faire force de proposition, proposer une alternative au réel. C'est donner sa vision avec ce qui n'est pas forcément visible, ce qui nous échappe et que l'artiste pose l'instant d'un rêve sur une toile. Mais la toile ainsi finie existe et se voit, et elle participe à l'esthétique globale avec laquelle Laurent Zunino s'amuse et tisse son œuvre. Ce sont des visages et des corps de femmes qui traversent chaque œuvre, cachés ici et là, à peine esquissés.

J'ai d'abord été sensible à ses œuvres noires qu'il réalisait dans les années 80. Qu'elles soient en lavis ou à l'huile tant la figuration me fascinait. J'ai appris à apprécier sa qualité de coloriste et de maîtrise de la matière. J'aime aujourd'hui

d'hui ses fleurs qui sont d'une extrême puissance. C'est ce travail de la matière impressionnant qui se passe lui-même de figuration tant la maîtrise des couleurs est présente. Mais Laurent Zunino aime ponctuer sa peinture d'une allusion figurative dans un angle ou au milieu de l'œuvre. Et toujours cette obsession féminine présente à chaque détour.

Nous ne pourrions découvrir l'ensemble de son œuvre à Publico, mais cet avant-goût coïncide avec une autre exposition (voir l'encadré jaune ci dessous). La configuration de Publico permettra essentiellement d'accueillir des petits formats le temps de lever un peu le rideau sur une œuvre de 25 ans déjà.

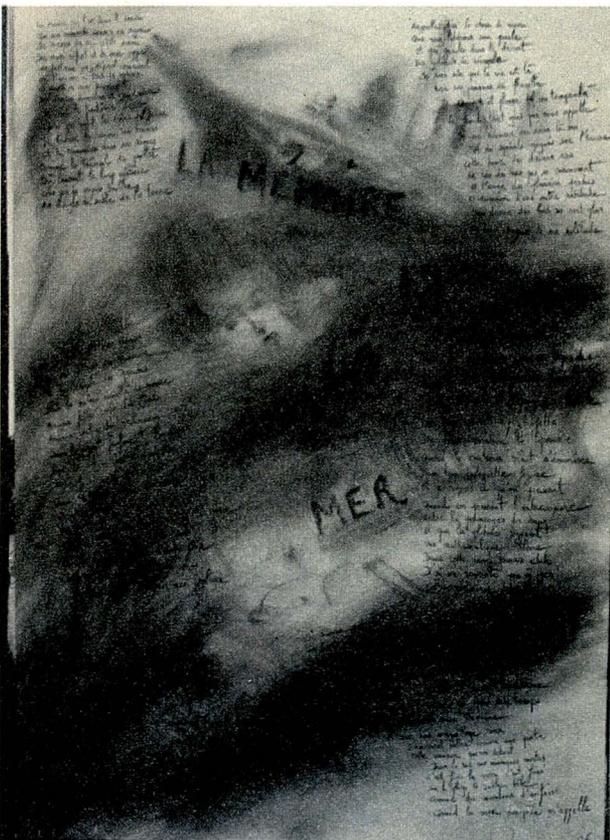
Donner à entendre

Donner à entendre des chansons de Paris, d'un Paris des cabarets, des chanteurs de rue, de la vie partagée. C'est donc en chanteur de rue qu'il officie dans ce Paris qu'il affectionne. C'est sûrement dans les chansons et dans l'écriture qu'il tire ses titres qui me laissent toujours dubitatif. Être chanteur de rue, c'est un acte militant, social au-delà du partage immédiat. Cette volonté de partage n'est pas forcément du goût de tout le monde et parfois tombent des condamnations pour « cris et vociférations sur la voie publique ».

La complicité évoquée plus haut se poursuit, Laurent Zunino peint 9 grands dessins noir et blanc inspirés des chansons de Léo Ferré. Ces dessins seront visibles pour nos lecteurs de l'est de la France et les amoureux du grand Léo.

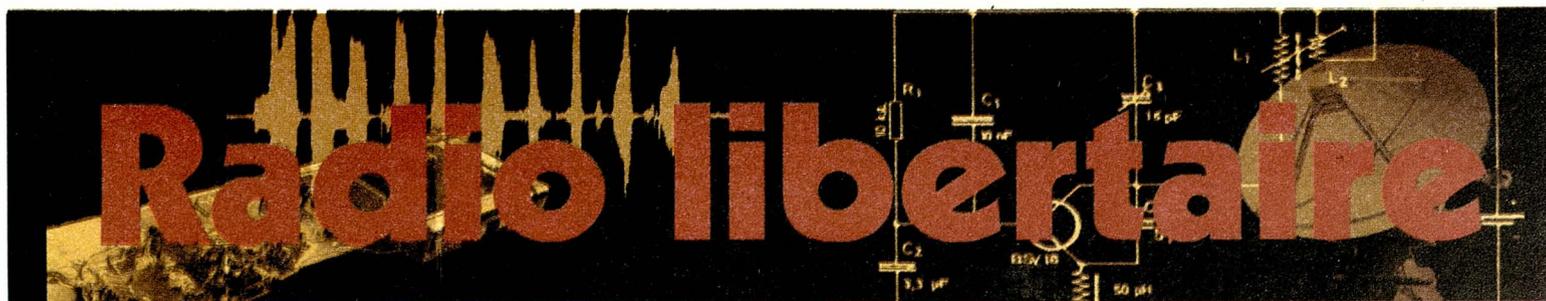
André Robèr

Peinture de Laurent Zunino



Expositions:

Librairie du Monde libertaire,
145, rue Amelot, 75 011 Paris.
Du 19 octobre au 25 novembre 2006.
Espace Gérard-Philippe de Jarny. Du
3 au 11 novembre 2006.
Cycle Léo Ferré, 54 803 Jarny.



Jeudi 19 octobre

Chronique hebdo à 10 heures: Invitée: Ingrid Naour, pour son dernier ouvrage *Un fils dans la tête* (publié au Cherche Midi).

De rimes et de notes à 12 heures: Invités: Jacques Roussel et Fred Musset...

Si vis pacem à 18 heures: Halte à l'assassinat des pacifistes par l'armée colombienne! Invité: Red Juvenil (section Internationale des résistants à la guerre en Colombie).

Entre chiens et loups à 20h30: Guillaume et Nadia de Stonebroken nous parleront de leur musique électro-jazz saisissante. Puis à 21 heures: Thématique « Smart n'Roll », élégance et esthétisme dans le Rock n'Roll. Invités: Krapo, etc.

Vendredi 20 octobre

Place aux fous à 13 heures: Invites rock: le groupe This is pop.

La grenouille noire à 21 heures: Anarchisme et écologie. L'émission sera consacrée à la Birmanie, situation sociale et environnementale (notamment sur les forêts). Seront présents: Frédéric Debomy (coordinateur Info Birmanie), Cathy Booth (FIDH), Gwenaél Wasse (Amis de la Terre).

Ça booste sous les pavés à 22h30: Musiques, reportages, actus... Invités: Michel Seban, pop rock, ainsi que Jenn Ji ka, groove tradi Ka.

Émission spéciale à 00h30: Décalage horaire: nuit du 20 au 21 octobre... De 00h30 à l'aube, en musique, avec Monsieur Francis, Papa Laurent, Shanti D., Junior Cony, DJ Vorak, Missize Kati...

Samedi 21 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Au début du xxe siècle, en France, à la Belle Époque, les anarchistes créèrent des centaines de Milieux

Libres. Ce livre nous brosse un panorama de cette volonté de changer les choses et la vie, tout de suite, ici et maintenant. Avec Céline Beudet.

Chroniques rebelles à 13h30: Débats, dossiers, rencontres... « J'ai mal au travail », film de Jean-Michel Carré (diffusé sur Canal + le 24 octobre), avec Jean-Michel Carré.

Tribuna latino-americana à 19 heures: Thème: « le fascisme tue encore en Argentine ». En présence des représentant/es de l'association CALPA (Comité de soutien aux luttes du peuple argentin) et HIJOS, association des fils et filles de disparus argentins.

Dimanche 22 octobre

Ni maître, ni dieu à 10 heures: Livres penseurs. Actualité: *Les gens qui prient perdent du temps* (Gustave Courbet).

Folk à lier à 12 heures: Présentation du festival de danses et musiques populaires uruguayennes Uruguay sur Seine, avec l'association organisatrice « De Montevideo à Montevideo », un festival combinant concerts, stages, expositions, conférences et projections — du 26 au 29 octobre dans Paris (Sorbonne Amphi Richelieu, la maison de l'Amérique Latine, la Bellevilloise et El Diabli'tho latino).

Tempête sur les planches à 14 heures: Chomsky et les singes: Vous entendrez le paléoanthropologue Pascal Picq, qui collabore avec le chorégraphe Michel Hallet-Eghayan pour faire « danser l'évolution ». Et Saida Churchill, à propos de son one-woman-théâtre. Sujet: Chomsky!

Lundi 23 octobre

Les partageux de la Commune à 13h30: Autour de Aimé-Jules Dalou, membre de la Fédération des artistes de la Commune de Paris.

Mardi 24 octobre

Les amis d'Orwell à 16 heures: L'émission tournera autour de l'ADN. Avec Benjamin Deceuninck et les Déboulonneurs.

Pas de quartiers... à 18 heures: Témoignages en direct, sur les 1 000 de Cachan... Tous à vos postes à galène!

Paroles d'associations à 19h30: Magazine de la vie associative et culturelle Invité: Jean-Louis Sagot-Duvauroux, pour son livre *De la gratuité* (éditions L'Éclat).

Mercredi 25 octobre

Blues en liberté à 10h30: Émission musicale blues. Concerts et rééditions.

Le manège à 14 heures: Lectures jeunesse, avec Jean-Paul Mourlevat pour *Le combat d'hiver* (éditions Gallimard Jeunesse), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres à 18h30: Avec les Bénines d'Apie: association de randonnée pédestre pour lesbiennes et sympathisantes majeures + actualité des luttes.

Ras les murs à 20h30: Gabriel Mouesca, Président de l'OIP, viendra faire le bilan des États Généraux de la prison.

Jeudi 26 octobre

Si vis pacem à 18 heures: Un bonheur désarmant pénètre par les oreilles... Invité pressenti: Marcel Amont.

Entre chiens et loups à 20h30: Charlotte Etc en invitée chanson, pour sa série de concerts à Jemmapes. 21 heures: Thème « Écrire des chansons, pourquoi? », avec Charlotte Etc, Tésame, Ripoll.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 19 octobre Paris 18^e

Une femme seule de Dario Fo et Franca Rame, mise en scène Philippe Chauveau, au Funambule, les jeudis, vendredis et samedis à 20 heures en octobre et novembre, au 53, rue des Saules. Métro Lamarck-Caulaincourt. Réservation conseillée au 01 42 23 88 83.

Vendredi 20 octobre Saint-Étienne

Salon de l'autre livre édition 2006 en marge de la 21^e « Fête du livre » de la ville de Saint-Étienne qui a lieu aux mêmes dates organisé aux syndicats de la Confédération nationale du travail de la Loire, à la Bourse du Travail, cours Victor Hugo. À noter pour vendredi la présence à 18 heures de Philippe Pelletier pour une présentation de « La Géographie innovante d'Elisée Reclus ».

Amiens

Rencontre avec la nouvelle liaison de la Fédération anarchiste à Amiens, au café le Lucullus, rue de la République, de 18 heures à 20 heures, afin de pouvoir discuter, échanger...

Besançon (25)

Réunion débat autour de « L'anarchisme, un projet social » avec des militants du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste, à 20h30, à la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Samedi 21 octobre Saint-Étienne

Voir vendredi 20 octobre.

Boulazac (24)

Soirée de soutien aux sans papiers. Restauration, témoignages, débats, tables de presse de la Fédération anarchiste, la CNT et la LDH. Concert avec: Serge Utgé Royo, Bruno Daraquy, état

d'âme, les frères darm, houba samba et samba garage. Soirée organisée par le RESF Dordogne, de 18 heures à 02 heures, à l'Agora de Boulazac (périphérie de Périgueux). Renseignements-réservations: Radio Périgueux 103: 05 53 46 74 77.

Dimanche 22 octobre Saint-Étienne

Voir vendredi 20 octobre.

Mercredi 25 octobre Rennes

Le groupe la sociale de la Fédération anarchiste de Rennes a le plaisir d'accueillir M. Charlie Bauer et Monsieur Martin Monge, réalisateur du film *Charlie Bauer, Marathonien de l'espoir* dans le tout nouveau local La Commune.

Samedi 4 novembre Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec Céline Beudet pour son livre *Les Milieux libres: « vivre en anarchistes à la Belle-époque en France... »*, à 17 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste de Rennes organise un grand Meeting commémoratif et revendicatif avec projections vidéo de documentaires sur la révolution espagnole, exposition d'affiches de l'Espagne libertaire de l'époque, diaporama commenté sur l'Espagne de 1936-1939 par Wally Rosell, témoignage de Pierre Petit sur les grève de 1936 sous le Front populaire et sur les camps de réfugiés espagnols de Saint-Brieuc, introduction sur la charte d'Amiens de 1906 et son actualité dans les luttes sociales et syndicales d'aujourd'hui, puis débat avec la salle sur le thème « Hier ils ont osés! Et

aujourd'hui, de quelle société les anarchistes veulent-ils? », de 14 heures à 19 heures, à la maison de quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne. Table de presse (livres, brochures anarchistes).

Samedi 11 novembre Mazauges (83)

Maudite soit la guerre! Le groupe Nada organise un rassemblement devant le monument pacifiste de Mazauges à 10h30 suivi d'un repas.

Mercredi 15 novembre Sarlat (24)

« Causerie libertaire » sur différents thèmes au choix des personnes présentes, organisé par le groupe Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste, au Café Lébéro, 5, rue Jean-Jacques Rousseau.

Vendredi 17 novembre Paris 18^e

Du 17 au 19 novembre: à l'occasion des Portes ouvertes d'Anvers aux Abbesses, exposition de peintures de Rébecca Gruel, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Samedi 2 décembre Paris 18^e

Les 8 ans de bibliothèque La Rue, ça se fête! À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Mercredi 13 décembre Sarlat (24)

« Débats Libertaires » sur le thème de la décroissance organisé par le groupe Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste au Café Lébéro, 5, rue Jean-Jacques Rousseau.



**Samedi 28 octobre 2006 à 16 heures,
présentation et débat avec les auteurs**

Daniel Giraud - Maurice Rajsfus - René Schérer - Patrick Schindler

**CRIMINALISATION
DE L'IMMIGRATION
REPRESSION POLICIERE**

**Arguments pour
l'Emancipation sociale**



Editions du Monde Libertaire - Paris

**à la Librairie du *Monde libertaire*
145, rue Amelot, 75011 Paris.**